



EUROBAROMÈTRE 58.1 - RAPPORT SPÉCIAL BUREAU

RAPPORT SPECIAL BUREAU FRANCE

Rapport rédigé pour

la Représentation en France de la Commission européenne

« Ce document ne reflète pas les vues de la Commission européenne. Toutes les interprétations et les opinions exprimées dans ce rapport sont celles des auteurs »

Janvier 2003

EORG E.E.I.G.
111, rue Colonel Bourg – 1140 Brussels - Belgium
Tel : +32 / 2 – 775.01.12 – Fax : +32 / 2 – 761.02.75 – Email : info@eorg.be

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	3
I) APERCU GENERAL DE L'OPINION FRANCAISE	4
A) Vie et situation personnelle des Français	4
B) Les craintes des Français	5
C) Les attentes pour l'année 2003	6
II) L'INFORMATION SUR L'UNION EUROPEENNE	7
A) Les sources d'information	7
B) L'information sur l'élargissement	10
C) Les Français connaissent-ils l'Union européenne ?	12
III) LES FRANCAIS ET LES INSTITUTIONS EUROPEENNES	15
A) L'appartenance à l'Union européenne	15
B) La connaissance des institutions européennes	18
C) Le soutien à la monnaie unique	21
IV) LES FRANCAIS FACE A L'ELARGISSEMENT	24
A) Une opinion publique en retrait	24
B) Quels Etats doivent entrer dans l'Union européenne ?	25
C) Les conséquences de l'élargissement	28
D) Les opposants à l'élargissement	30
V) L'AVENIR DE LA CONSTRUCTION EUROPEENNE	31
A) Les priorités de l'Union européenne	31
B) Le niveau de décision	32
C) Le débat sur l'avenir de l'Europe	34
a) La politique étrangère commune	
b) La Constitution européenne	
c) Le Président de la Commission	
d) Le droit de veto	
CONCLUSION	36

INTRODUCTION

Les sondages Eurobaromètre sont effectués deux fois par an, au printemps et à l'automne, pour le compte de la Commission européenne (Direction générale Presse et Communication, Secteur opinion publique). La présente enquête (Eurobaromètre 58.1) a été réalisée dans les quinze pays de l'Union européenne entre le 1^{er} octobre et le 5 novembre 2002 par un consortium d'instituts de sondage, le European Opinion Research Group, sous la coordination générale de INRA (EUROPE), situé à Bruxelles.

Dans chaque pays, un même questionnaire (présenté en annexe) est soumis à un échantillon représentatif de la population âgée de quinze ans et plus. En France, l'enquête a été réalisée entre le 1^{er} et le 22 octobre 2002 par l'institut CSA-TMO. L'échantillon retenu a été de 1004 personnes. Les données brutes ont été soumises à une pondération marginale et croisée sur la base des chiffres officiels de la population française, publiés par EUROSTAT.

Le présent rapport analyse les spécificités de l'opinion française. Une attention particulière a été accordée au phénomène qui, plus que tout autre, semble la caractériser : les fortes réticences que semble susciter l'élargissement de l'Union européenne.

La première partie du rapport offre un aperçu général des craintes et des attentes des Français.

La deuxième partie porte sur les sources utilisées par les Français pour s'informer sur les politiques, l'actualité et l'élargissement de l'Union.

La troisième partie du rapport analyse le sentiment d'appartenance des Français à l'UE, leur connaissance des institutions européennes et leur adhésion à la monnaie unique.

La quatrième partie examine l'attitude des Français à l'égard de l'élargissement, leurs souhaits sur la poursuite du processus et la manière dont ils en perçoivent les conséquences.

Enfin, la cinquième partie présente l'état de l'opinion française sur les prochains enjeux de la construction européenne, tels que les nouvelles missions de l'Union et le débat sur l'avenir de l'Europe (adoption d'une constitution, élection d'un président de l'Union, mise en place d'une politique étrangère commune...).

Plusieurs tableaux illustrent les principales données du présent sondage. Sauf mention contraire, les statistiques se rapportent aux personnes interrogées en France. L'opinion française est parfois comparée à celle des autres États membres.

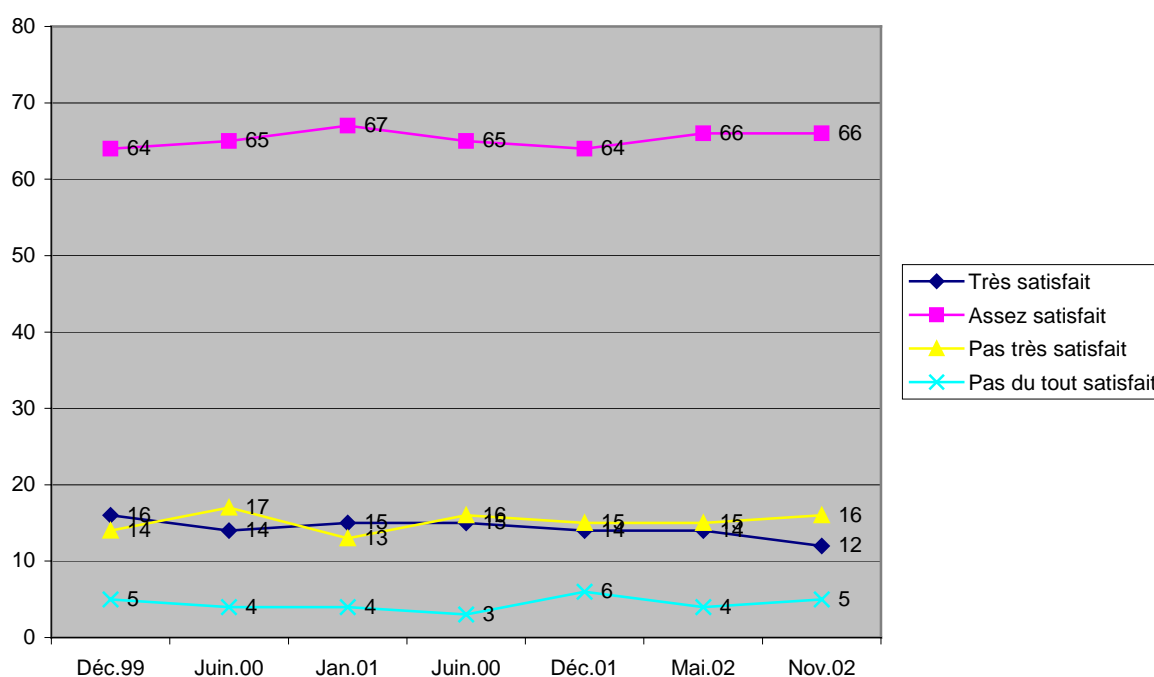
Dans ces cas, les abréviations utilisées sont les suivantes : A = Autriche ; B = Belgique ; DK = Danemark ; D = Allemagne ; GR = Grèce ; E = Espagne ; F = France ; FIN = Finlande ; IRL = Irlande ; I = Italie ; L = Luxembourg ; NL = Pays-Bas ; P = Portugal ; S = Suède ; UK = Royaume-Uni ; EU-15 : Moyenne des quinze États de l'Union européenne ; EURO-12 = Moyenne des douze États de la zone euro.

I) APERÇU GÉNÉRAL DE L'OPINION FRANÇAISE

A) VIE ET SITUATION PERSONNELLE DES FRANÇAIS

Une grande majorité de Français (78%) se dit très (12%) ou assez satisfaite (66%) de la vie qu'elle mène. Seuls 16% et 5% déclarent être « pas très satisfaits » ou « pas satisfait du tout ». Les indices de satisfaction demeurent ainsi relativement stables depuis trois ans.

D'une façon générale êtes-vous satisfait(e) de la vie que vous menez (trend) ?

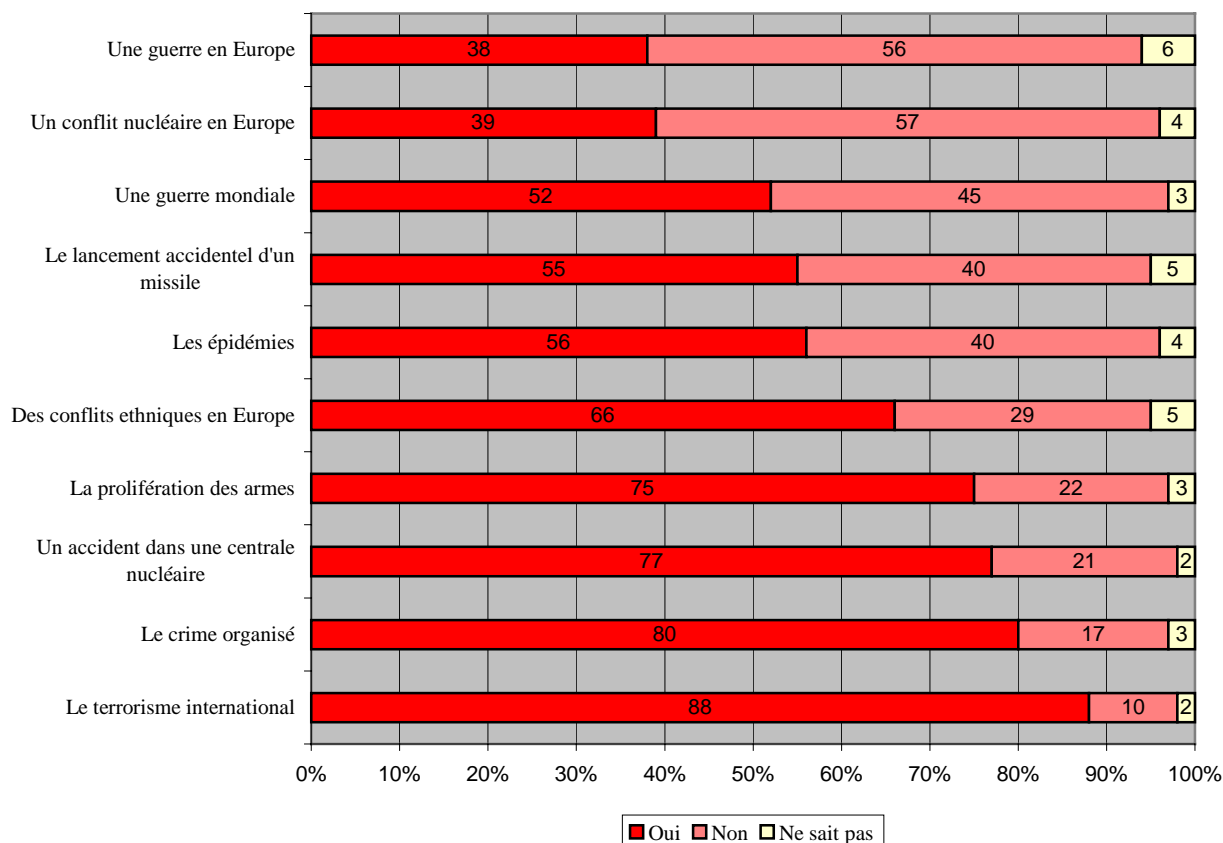


Dans les six mois qui viennent, pensez-vous dépenser plus, autant ou moins pour... ?

	PLUS	AUTANT	MOINS	NSP
... le logement	17	67	12	4
... l'habillement	17	65	17	1
... l'alimentation	13	78	7	2
... la santé	14	68	11	7
... les transports	11	70	16	3

A une grande majorité (entre 65 et 70%), les Français ne s'attendent pas à une augmentation de leurs perspectives de dépense. Rappelons que le sondage a été effectué au mois d'octobre.

B) LES CRAINTES DES FRANÇAIS



Dans un contexte international chargé de menaces (terrorisme, éventualité d'une guerre en Irak, conflit israélo-palestinien...), on assiste à une forte hausse des craintes éprouvées par les Français. Parmi celles-ci, le terrorisme international (88%, +1%) arrive toujours en tête, devant le crime organisé (80%, +10%), un accident dans une centrale nucléaire (77%, +4%) et la prolifération des armes (75%), qui connaît une augmentation spectaculaire (+ 11%). Si la crainte des conflits ethniques en Europe diminue quelque peu (56%, -2%), tel n'est pas le cas des épidémies (56%, +4%), du lancement accidentel d'un missile (55%, +6%) et d'une guerre mondiale (52%, +4%). Quoique redoutée par une minorité de Français, la perspective d'un conflit nucléaire (39%) ou conventionnel (38%) en Europe gagne à son tour un point.

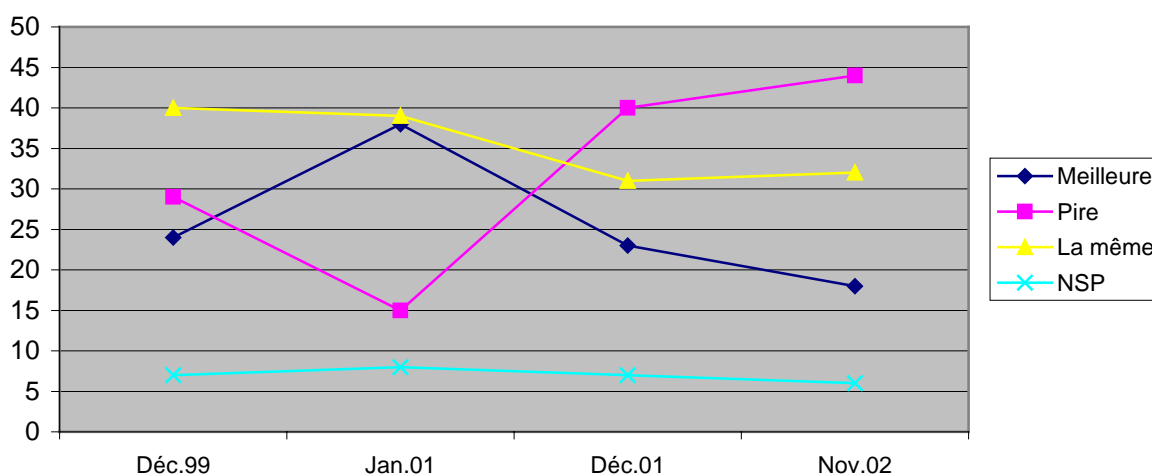
C) LES ATTENTES POUR L'ANNEE 2003

Dans chacun des domaines suivants, pensez –vous que l'année 2003 sera... ?

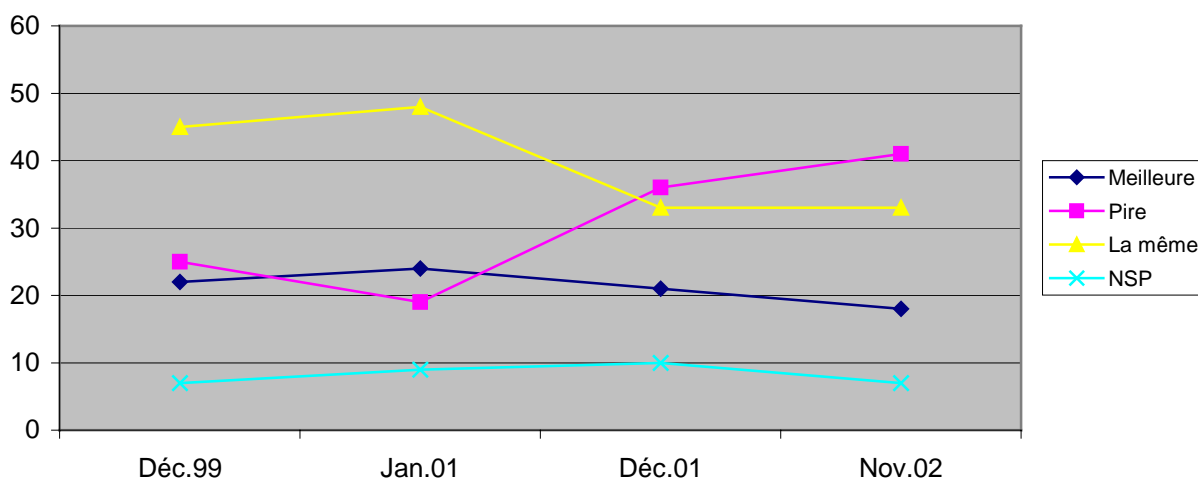
	MEILLEURE	PIRE	LA MEME	NSP
Votre vie en général	40%	11%	46%	3%
Votre situation professionnelle	29%	8%	54%	9%
La situation financière de votre ménage	30%	16%	50%	4%
La situation économique en France	18%	41%	33%	7%
La situation de l'emploi en France	18%	44%	32%	6%

Comme toujours, les personnes interrogées sont plus optimistes sur leur situation personnelle que sur celle de leur pays. On constate cependant une dégradation de tous les indicateurs. Les Français s'attendent ainsi à une année particulièrement mauvaise sur le front de l'emploi et de l'économie française. Dans ces domaines, la part des « pessimistes » s'élève respectivement à 44% (+4%) et à 41% (+5%). Si l'on met en perspective ces deux derniers résultats, on remarque une très nette inversion de tendance depuis l'année 2001.

Pensez-vous que l'année prochaine la situation de l'emploi sera... (trend 1999-2002) ?



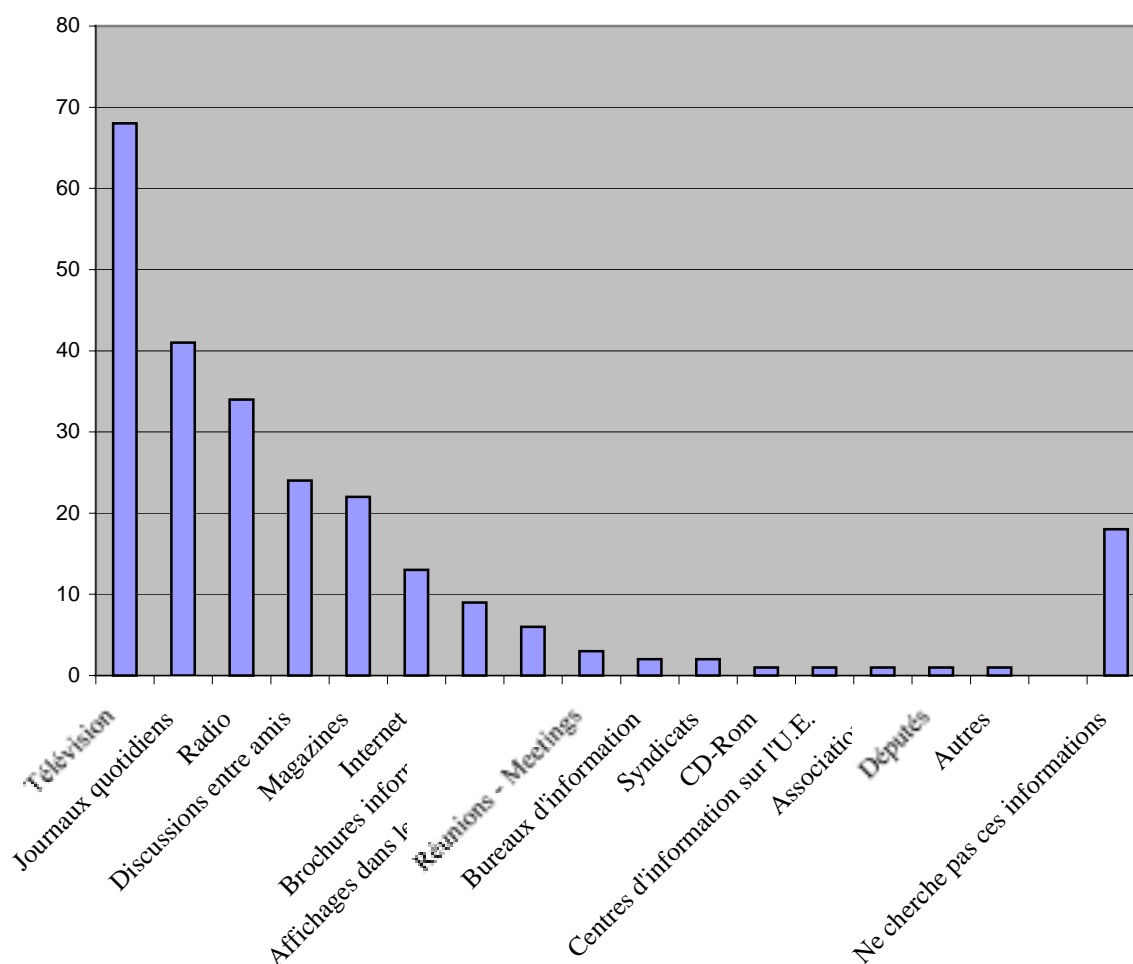
Pensez-vous que l'année prochaine la situation économique en France sera... ?



II) L'INFORMATION SUR L'UNION EUROPEENNE

A) LES SOURCES D'INFORMATION

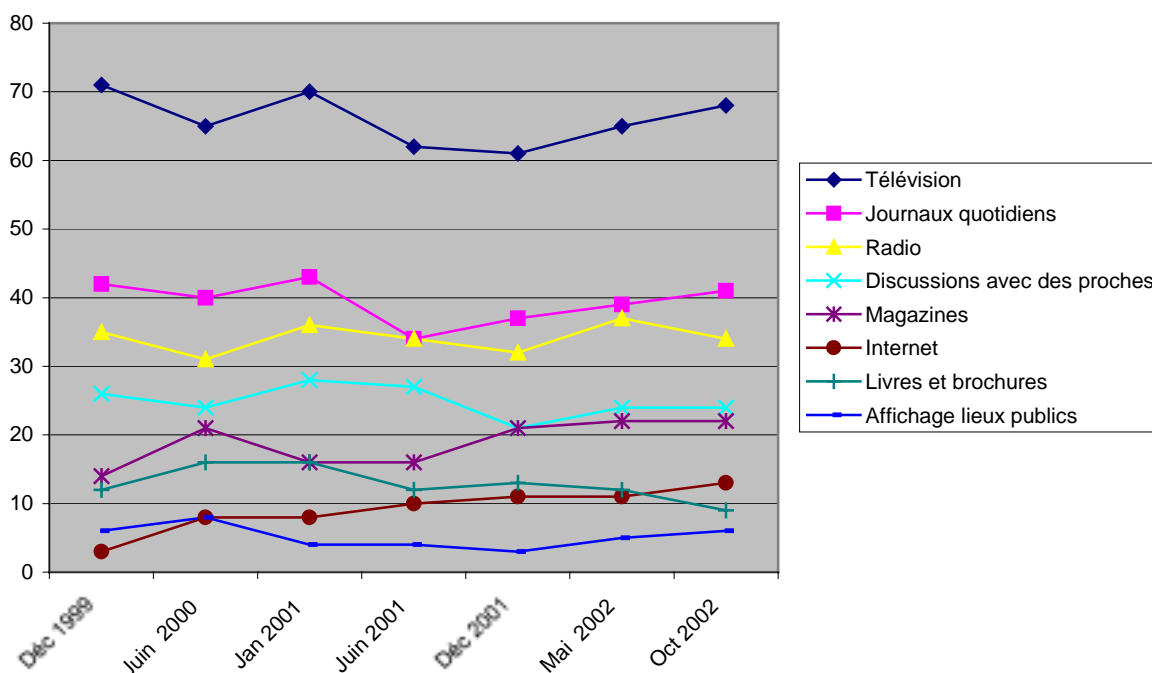
Quand vous désirez obtenir des information sur l'UE, lesquelles de ces sources utilisez-vous (plusieurs réponses possibles) ?



La télévision (68%), les journaux quotidiens (41%) et la radio (34%) demeurent les sources d'information privilégiées par les Français. Suivent les discussions avec des proches (24%), les magazines et autres journaux (22%) et Internet (13%). Les autres sources d'information sur l'UE ne dépassent pas la barre des 10%, que ce soient les livres, les brochures et autres prospectus (9%), les affichages dans les lieux publics (6%), les réunions et les meetings (3%), les bureaux publics (2%) ou les syndicats (2%). Les CD-Rom, les centres d'information sur l'Union européenne, les associations de consommateurs et les députés ont une audience marginale, qui dépasse à peine le seuil des 1%. Enfin, 18% des personnes interrogées disent ne jamais rechercher des informations sur l'Union européenne (réponse spontanée).

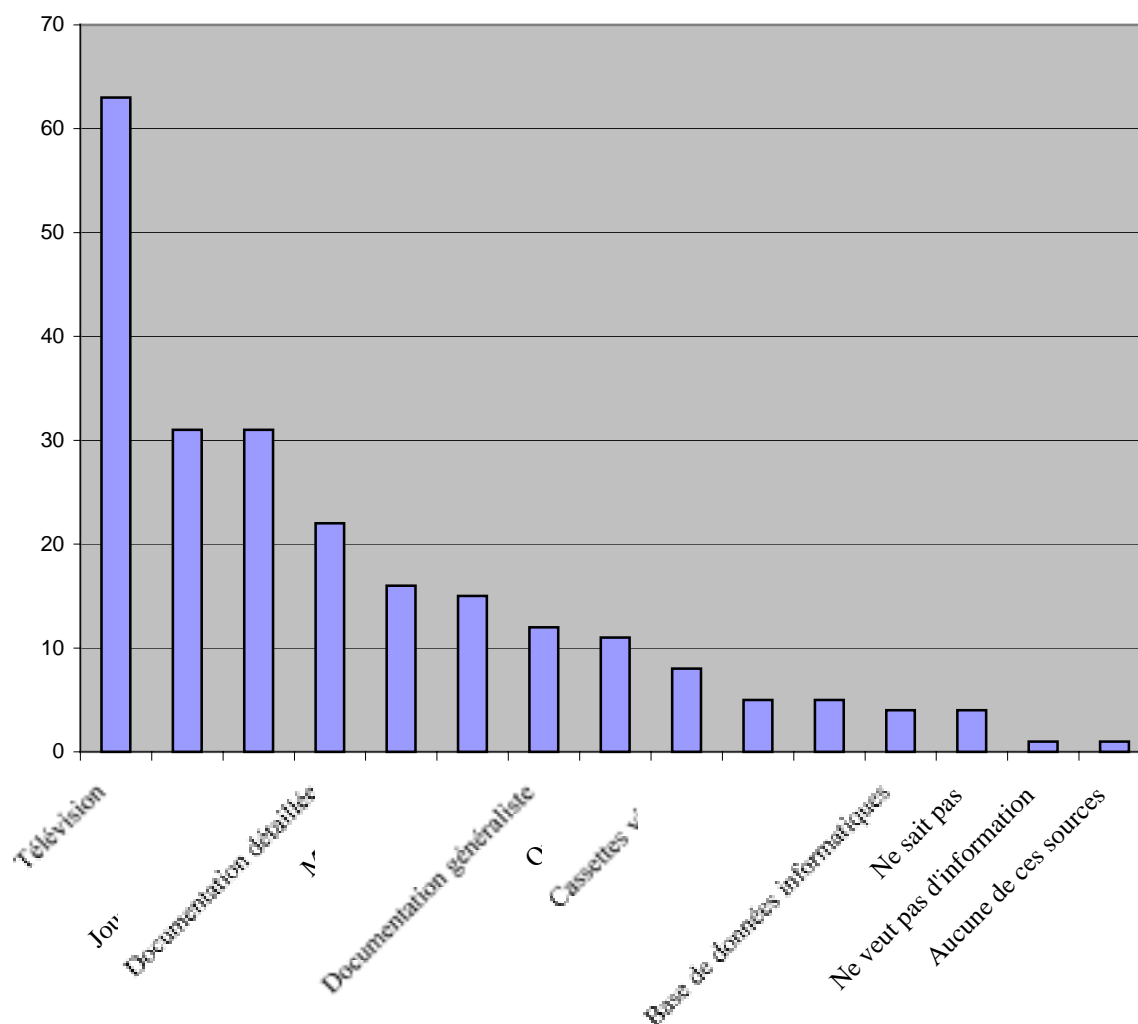
Le comportement des Français ne diffère pas notablement de celui des autres Européens. Le taux d'utilisation de la télévision et des nouvelles technologies (Internet, Cd-Rom...) est quasiment identique à la moyenne UE-15 (qui masque toutefois des différences entre des pays du nord plus connectés à Internet et des pays du sud plus fidèles à la télévision). Les deux spécificités françaises, toutes relatives, sont le recours aux informations radiophoniques (34% contre une moyenne UE-15 de 28%) et le recours assez faible aux journaux quotidiens (41% contre une moyenne UE-15 de 28%)

Il est en outre intéressant de caractériser l'évolution des sources les plus utilisées par les Français au cours des trois dernières années :



Les sources d'information traditionnelles (télévision, quotidiens et magazines) gagnent du terrain depuis deux ans et retrouvent quasiment leur niveau de 1999. De son côté, Internet continue sa montée en puissance. Il est désormais utilisé par 13% de ceux qui recherchent des informations sur l'UE, contre 3% en décembre 1999, 8% en janvier 2001 et 11% en mai 2002. Le public manifeste une certaine désaffection pour les brochures et autres prospectus d'information, dont la part est passée de 16% (janvier 2001) à 13% (décembre 2001) pour atteindre 9% lors de la présente enquête.

Et sous quelle forme préféreriez-vous recevoir des informations concernant l'Union européenne (plusieurs réponses possibles) ?

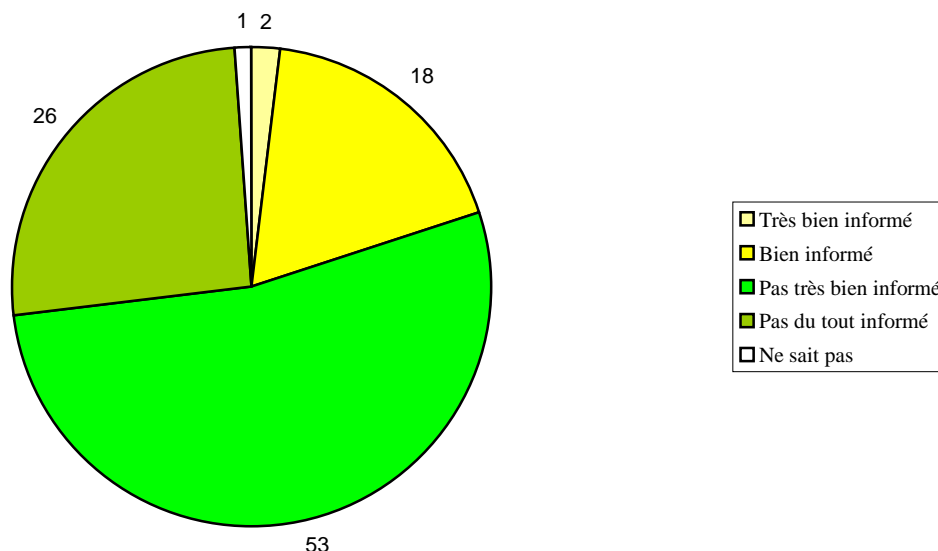


Les résultats sont assez proches de ceux présentés dans le paragraphe précédent. Parmi les sources souhaitées d'information sur l'UE, la télévision arrive largement en tête (63%) devant la radio et les quotidiens (31%), les brochures détaillées (22%), les magazines (16%), Internet (15%) et les ouvrages de vulgarisation (12%). Les personnes interrogées semblent en revanche boudier les autres supports, tels que les cassettes-vidéo (8%), les CD-Rom (5%), les affiches (5%) et les banques de données informatiques (3%).

Enfin, les Français souhaitent à une très large majorité (86% contre 10%) que les enfants apprennent à l'école comment fonctionnent les institutions européennes.

B) L'INFORMATION SUR L'ELARGISSEMENT

Dans quelle mesure vous sentez-vous bien informé(e) à propos de l'élargissement ?



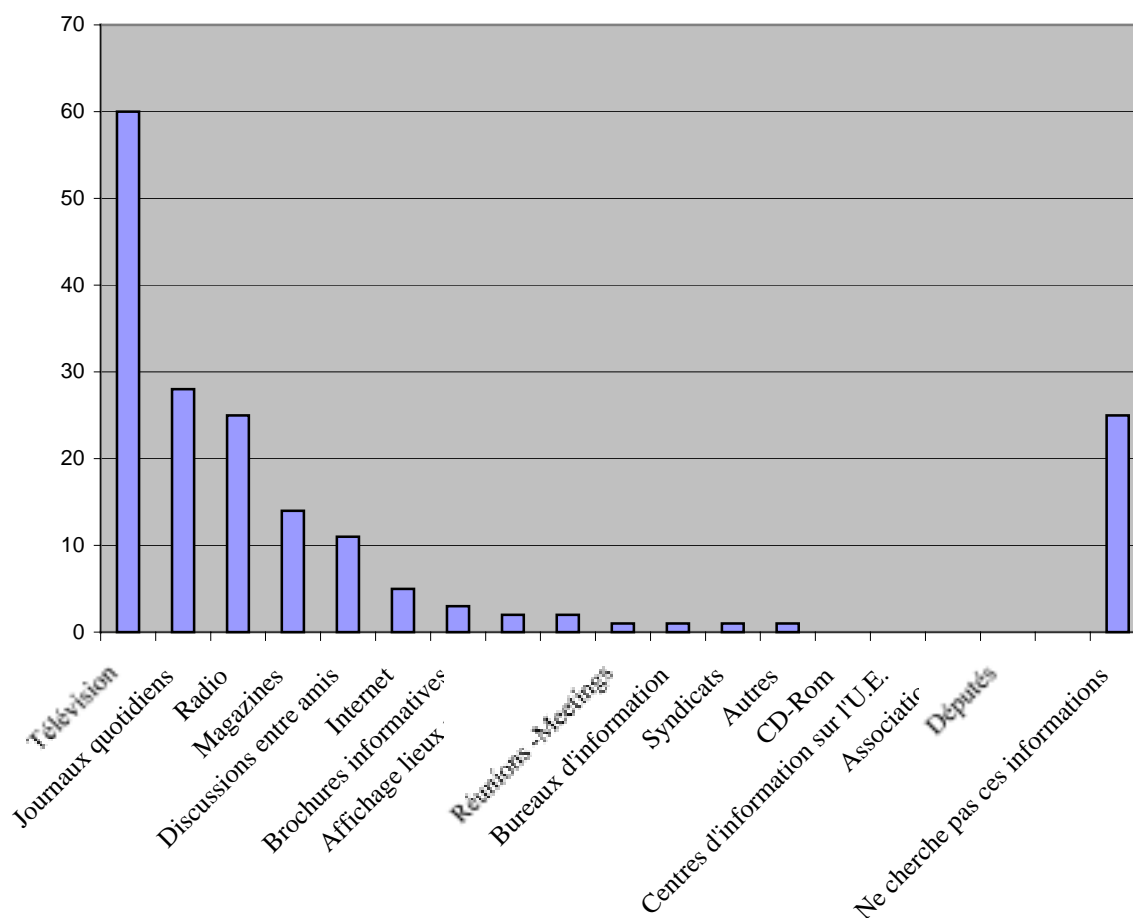
En dépit d'une légère hausse des reportages télévisés et des articles sur les pays candidats à partir de la rentrée, le sentiment d'information demeure très faible. Seuls 2% des Français se disent « très bien informés » et 18% « bien informés » sur le processus d'élargissement.

Inversement, en additionnant les « pas très bien informés » (53%) et les « pas du tout informés » (26%), on atteint 79% des personnes interrogées. Ces données sont à comparer à celles des deux dernières enquêtes (Eurobaromètres 55.0 et 57.1).

	Mai 2001	Mai 2002	Novembre 2002
Pas très bien informés (1)	42%	49%	53%
Pas du tout informés (2)	33%	31%	26%
TOTAL (1+2)	75%	80%	79%

On constate ainsi que le pourcentage des personnes « pas du tout informées » tend à baisser au profit des personnes « pas très bien informées ». En revanche, le total de ces deux catégories demeure globalement stable et regroupe **entre les deux tiers et les quatre cinquièmes** de la population française.

Avez-vous récemment lu, vu ou été informé(e) à propos de l'élargissement ? Si oui, par quelles sources (plusieurs réponses possibles) ?



Dans ce domaine aussi, la télévision (60%) devance très largement les autres médias, comme les quotidiens (28%), la radio (25%) et les magazines (14%). Les autres sources d'information n'atteignent que des publics très limités : Internet dépasse à peine la barre des 5%, tandis que les réunions publiques, les syndicats et autres associations, l'affichage dans les lieux publics et les centres d'information sont utilisés par moins de 2% des personnes interrogées. Il est à noter que le quart de la population française ne recherche jamais d'information ou avoue ne pas s'intéresser à l'élargissement de l'Union.

Les personnes qui se déclarent plutôt opposées à l'élargissement (49% du total) mettent en relief certaines tendances : 31% d'entre elles n'ont jamais cherché d'information sur l'entrée des pays candidats. Parmi les médias qu'elles privilégient, on retrouve la télévision (57%), les quotidiens (25%), la radio (23%) et les magazines (12%). On franchit ensuite un palier : une très faible nombre s'informe par le biais d'Internet (4,4%), des livres et des brochures (3%) et des syndicats (2%). Les autres sources d'information (Bureaux et centres d'information sur l'UE, réunions publiques et meetings, CD-Roms...) sont ignorées. On retrouve des valeurs quasiment identiques pour les publics qui ne s'estiment pas renseignés sur l'élargissement.

C) LES FRANÇAIS CONNAISSENT-ILS L'UNION EUROPEENNE ?

Combien estimez-vous en savoir sur l'UE, ses politiques et ses institutions ?

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
7%	9%	18%	18%	20%	11%	9%	5%	1%	-
SOMME 1-3			SOMME 4-7			SOMME 8-10			
34%			58%			6%			

N.B. : Dans ce tableau, les « sans opinion » n'ont pas été pris en compte.

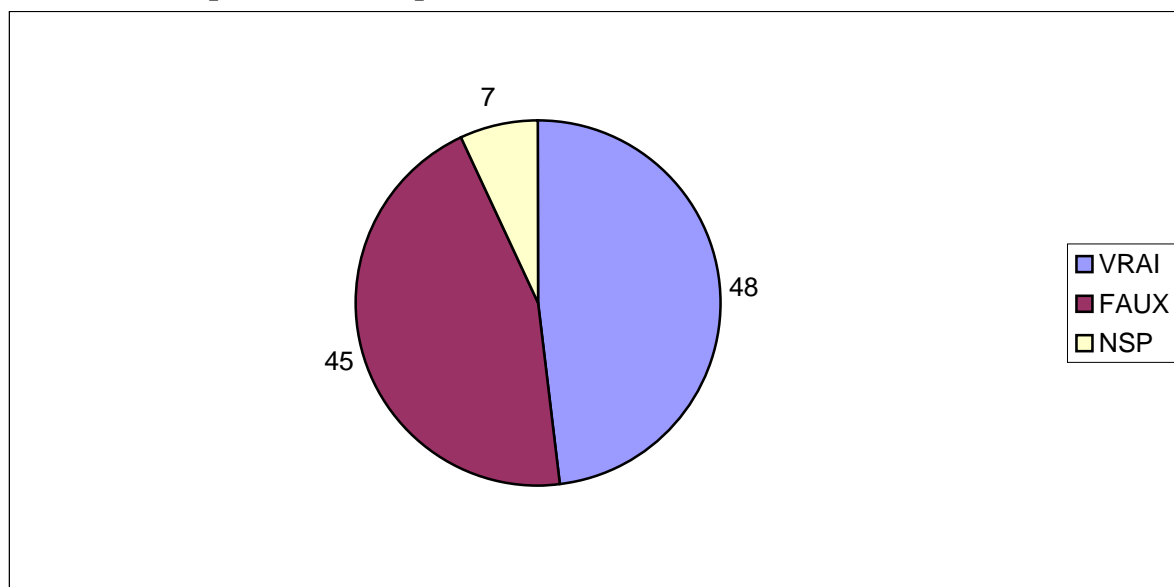
Invités à mesurer leur connaissance de l'UE sur une échelle de 1 à 10 (1 correspondant à « ne sait rien du tout » et 10 à « en sait beaucoup »), les Français se situent en majorité (58%) entre les niveaux 4-7. Un tiers (34%) avoue avoir des notions nulles ou très faibles (niveaux 1-3). Seuls 6% estiment en avoir une bonne ou une très bonne connaissance (niveaux 8-10). Dans la première catégorie (niveaux 1-3), on retrouve plus de 40% des chômeurs, des femmes au foyer, des ouvriers et des employés interrogés lors de la présente enquête.

Et pour terminer un petit quizz...

L'Eurobaromètre 58.1 inclut pour la première fois une série de questions, dont le but n'est pas seulement de mesurer le sentiment d'information des citoyens européens, mais aussi leur connaissance effective des institutions, de l'histoire et des symboles de l'Union européenne.

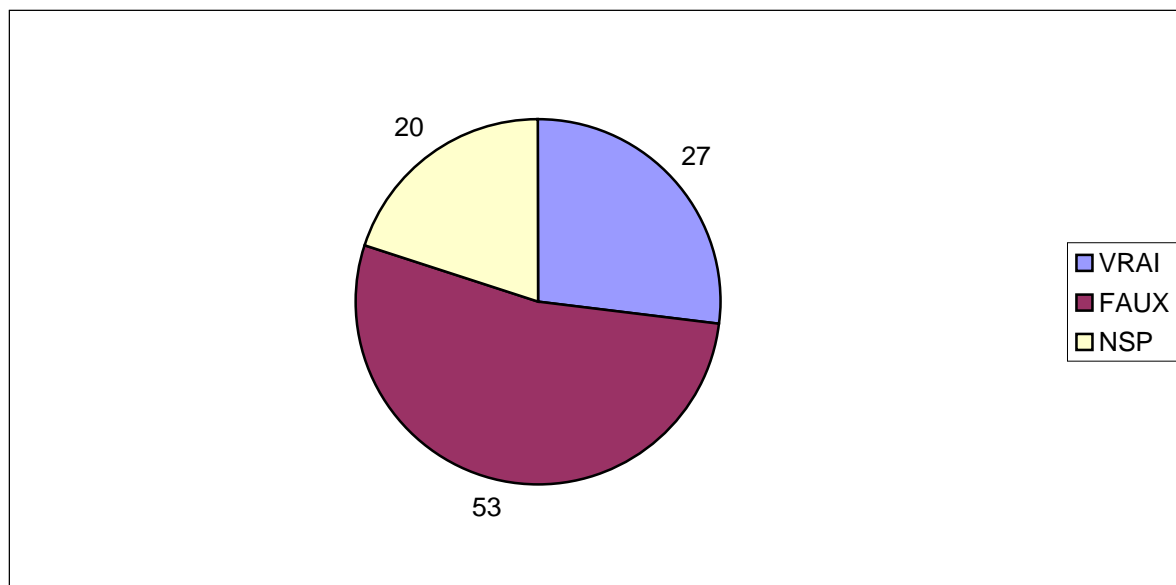
Les réponses des personnes interrogées semblent suggérer une assez faible connaissance de l'Union, même si la formulation de certaines questions a pu introduire un biais statistique.

« L'Union européenne est composée de douze Etats »



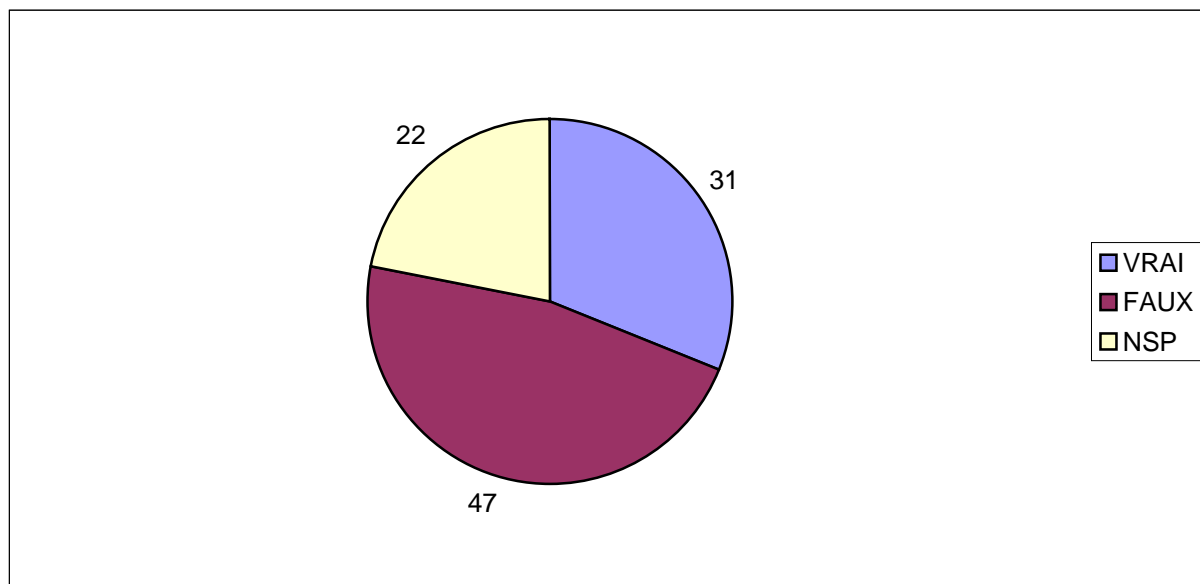
Seule une minorité (45%) répond correctement, tandis que 48% des personnes interrogées pensent que l'UE compte actuellement douze membres et que 9% ne se prononcent pas.

« La communauté européenne a été créée juste après la Première Guerre mondiale... »

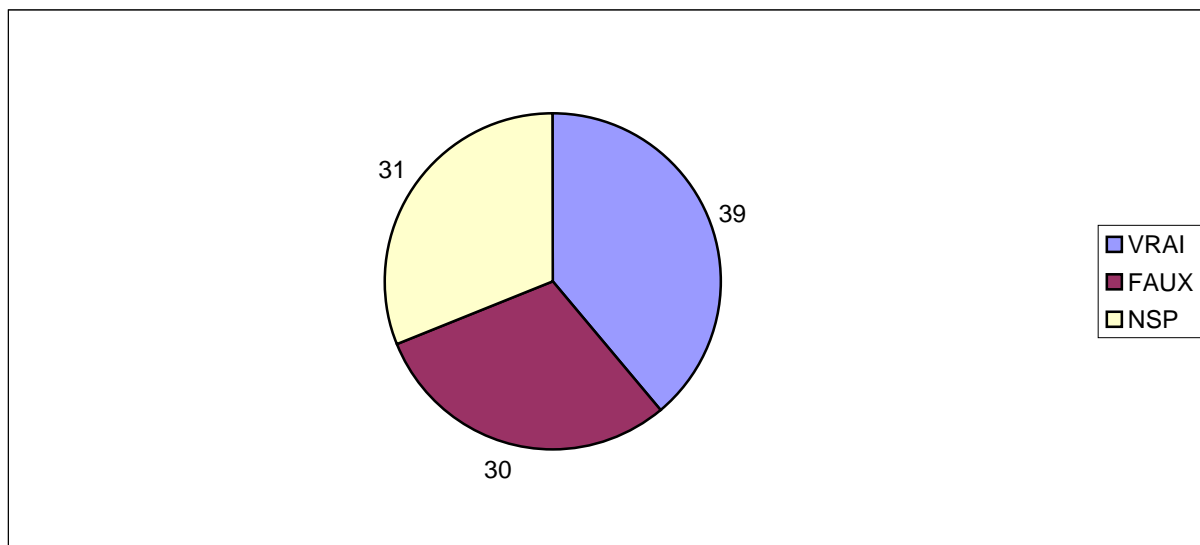


Apparemment plus à l'aise avec l'histoire qu'avec la géographie, les personnes interrogées répondent mieux à la question suivante. Elles ne sont ainsi que 27% à croire que la communauté européenne a été créée juste après la Première Guerre mondiale, tandis que 53% pensent que cette affirmation est fautive (20% ne répondent pas).

« L'Union européenne a son propre hymne »

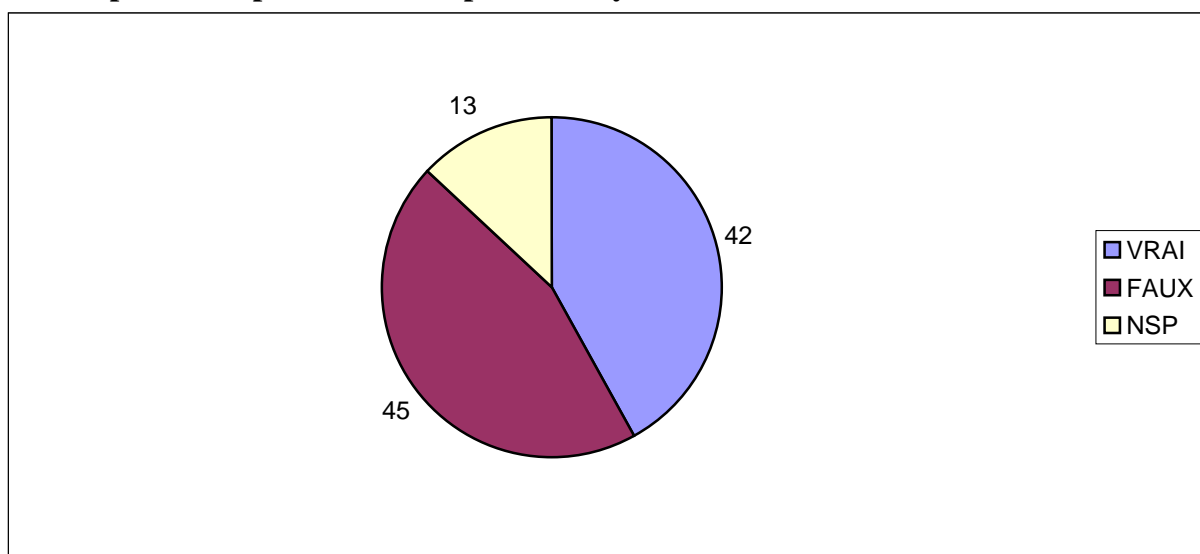


« Chaque année, il y a une journée de l'Europe commune aux Etats membres de l'UE »



Les autres symboles de l'Union européenne sont diversement connus. Si les Français sont plutôt au courant de l'existence d'une journée de l'Europe (38% de « vrai » contre 31% de « faux » et 31% de « sans réponse »), ils pensent en revanche à une forte majorité (47% contre 31%) que l'UE ne dispose pas d'un hymne (22% ne se prononcent pas).

« Les députés européens sont élus par les citoyens comme vous et moi »



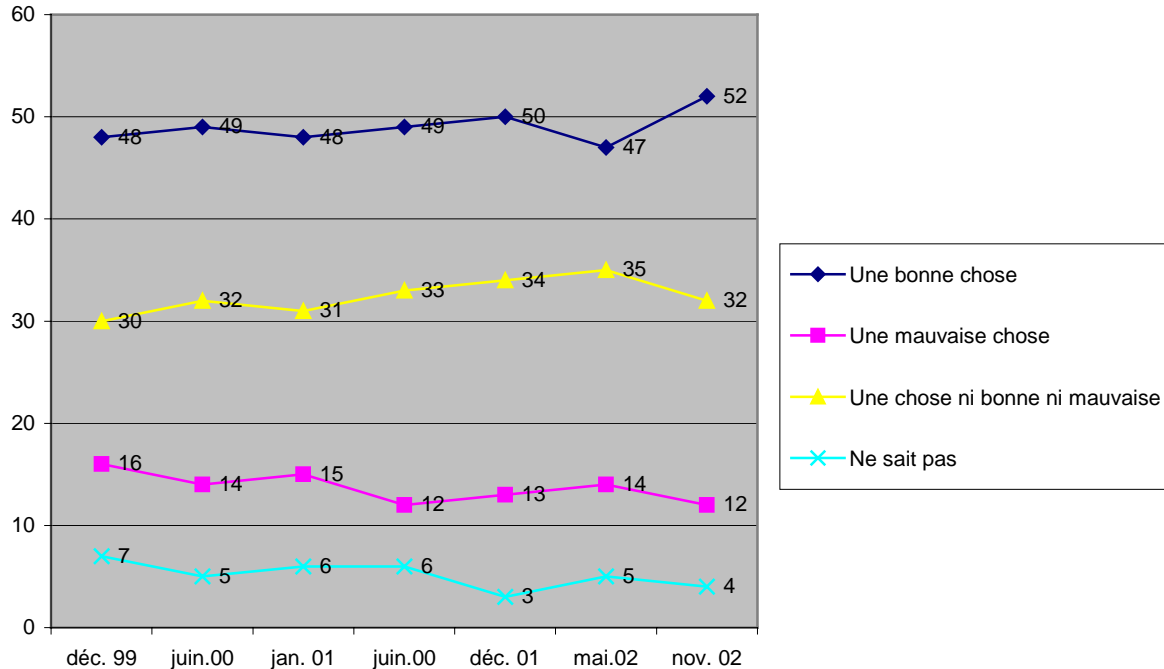
La dernière question, dont la formulation peut apparaître déroutante, réserve les résultats les plus surprenants. Alors que le Parlement européen est l'institution communautaire la plus connue (voir chapitre III.B), 45% des personnes interrogées semblent ignorer qu'il est élu au suffrage universel. Seuls 42% répondent correctement et 20% ne se prononcent pas.

Remarquons toutefois (à l'exception de la dernière question) que la faible connaissance de l'UE n'est pas une spécificité française. Elle semble au contraire partagée dans tous les Etats membres. Quoique faible, le taux de réponses correctes est même légèrement supérieur en France que dans les autres pays de l'Union.

III) LES FRANCAIS ET LES INSTITUTIONS EUROPEENNES

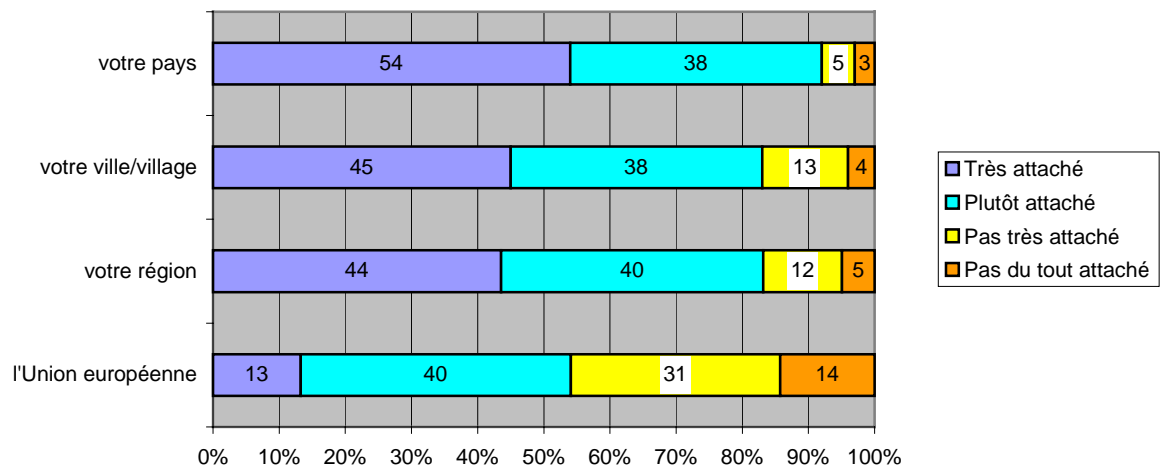
A) L'APPARTENANCE A L'UNION EUROPEENNE

L'appartenance de votre pays à l'UE est-elle... (trend 1999-2002)?



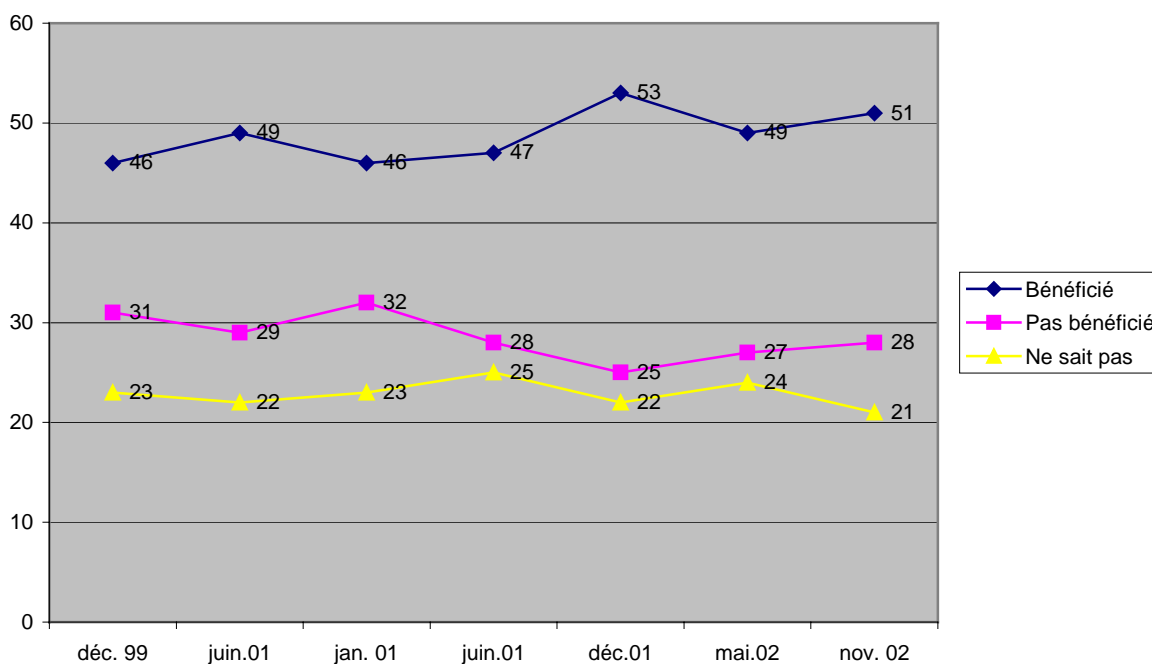
52% des personnes interrogées (+5%) estime que l'appartenance de la France à l'UE est une « bonne chose », 12% (-2%) qu'il s'agit d'une « mauvaise chose » et 32% (-3%) que c'est une « chose ni bonne ni mauvaise ». Ces données sont à comparer à la moyenne UE-15, où l'appartenance à l'Union est une « bonne chose » pour 55%, une « mauvaise chose » pour 10% et une « chose ni bonne ni mauvaise » pour 29% des personnes interrogées. Si en France les opinions favorables restent légèrement en-dessous de la moyenne UE-15, l'écart négatif (3 points contre 6 points lors de la dernière enquête) tend à se resserrer.

Dans quelle mesure vous sentez-vous attaché à ... ?



Si l'attachement à l'Union européenne demeure inférieur aux autres unités géographiques, il augmente fortement depuis la dernière enquête (juillet 2002). Si l'on cumule les pourcentages des personnes « très attachées » (13%) et « plutôt attachées » (40%) on parvient à un total de 53% (+5 points). Il faut également souligner que ces valeurs sont nettement supérieures à la moyenne UE-15 (45%). Le sentiment d'une double appartenance (nationale et européenne) semble en outre gagner du terrain. Ainsi, 54% des personnes interrogées (+2%) se voient à la fois Français et Européens dans un avenir proche et 9% (+1%) Européens et Français, tandis que 31% (-2%) et 3% (-1%) pensent qu'ils se sentiront uniquement Français et Européens.

Tout bien considéré, estimez-vous que la France a bénéficié ou pas de son appartenance à l'Union européenne (trend 1999-2002) ?

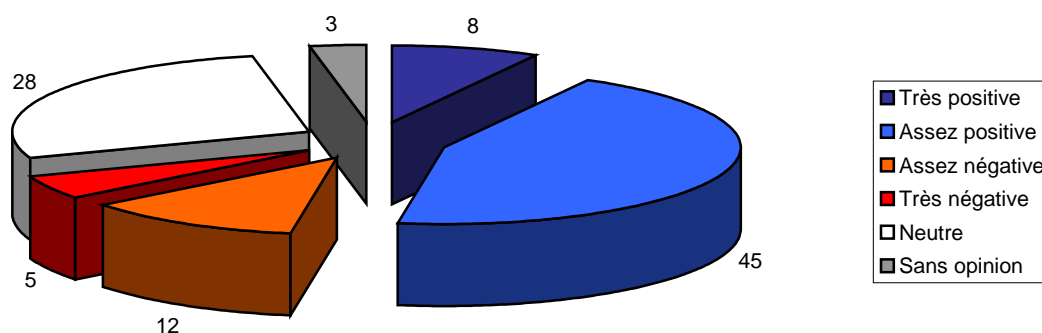


Après le recul enregistré en mai 2002, le pourcentage de Français estimant que leur pays a bénéficié de son appartenance à l'Union européenne atteint 51% (+2%). Il est à noter que les résultats de l'opinion française (51% pour qui la France a bénéficié, 28% pour qui elle n'a pas bénéficié de son appartenance à l'Union et 21% sans opinion) sont quasiment identiques à la moyenne UE-15 (respectivement 50%, 28% et 22%).

Les Français se montrent plus circonspects sur les bénéfices qu'ils ont personnellement retirés de l'appartenance à l'Union. Pour 21%, elle a apporté des avantages, tandis que pour 17% elle a surtout été source d'inconvénients. Le résultat le plus significatif du sondage est la forte proportion (54%, +4%) de ceux qui estiment que l'appartenance de leur pays à l'UE leur a apporté autant d'avantages que d'inconvénients.

Ils sont toutefois 45% à penser que, dans les cinq prochaines années, l'UE jouera un rôle plus important, 44% le même rôle et 5% un rôle moins important dans leur vie quotidienne. Ces prévisions sont légèrement en-dessous de leurs attentes. Ils sont en effet 51% à souhaiter que ce rôle devienne plus important, 33% qu'il reste le même et 9% qu'il diminue.

En général, l'Union européenne évoque-t-elle pour vous une image très positive, assez positive, neutre, assez négative ou très négative ?



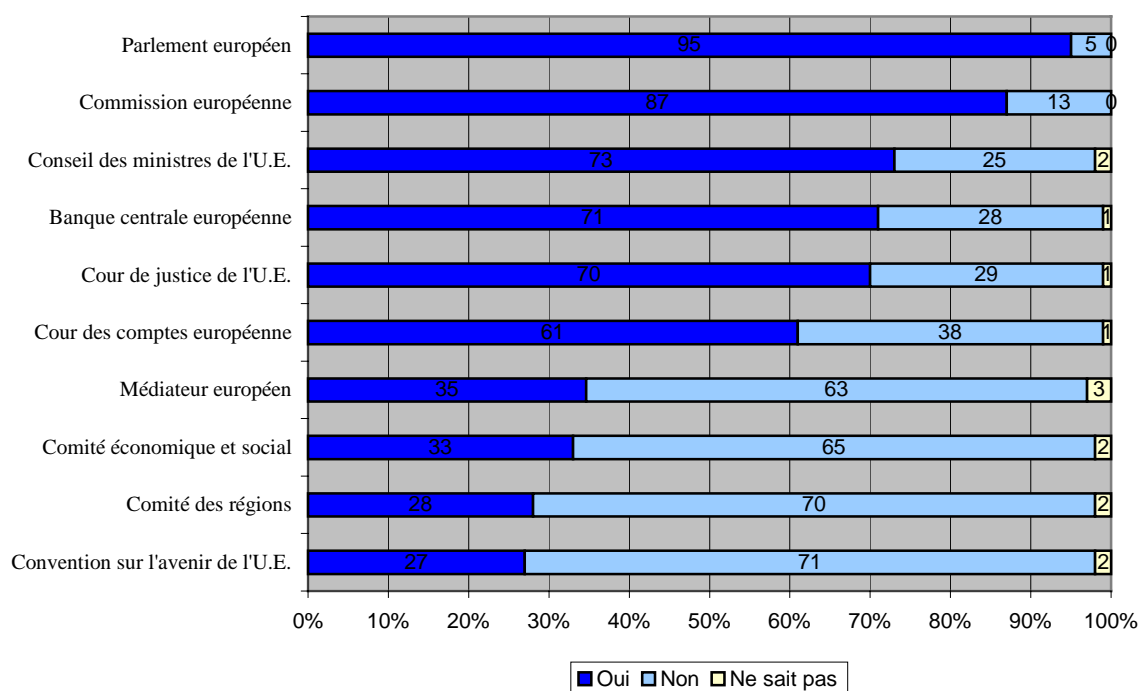
L'image de l'Union européenne demeure largement positive. En additionnant ceux pour qui elle évoque une image très (8%) et plutôt positive (45%), on atteint 53% des personnes interrogées (+ 4% par rapport au précédent Eurobaromètre). Inversement, il faut noter que seuls 17% ont une perception très (5%) ou plutôt négative (12%) de l'UE. Enfin, cette image est neutre pour 28% des Français, tandis que 3% ne se prononcent pas.

Sur d'autres sujets, les opinions sont plus nuancées. Interrogés sur le fonctionnement de la démocratie dans l'Union européenne, seuls 47% des Français s'en déclarent très (4%) ou plutôt satisfaits (43%). Une forte minorité (40% des personnes interrogées) se situe ainsi dans la catégorie des « pas très satisfaits » (29%) et des « pas satisfaits du tout » (11%).

Enfin, une nouvelle série de questions porte sur le drapeau européen. 92% des personnes interrogées l'ont déjà vu et, parmi celles-ci, 95% savent ce qu'il représente. Le drapeau étoilé est perçu très majoritairement comme un bon symbole pour l'Europe (85%) et, d'une manière plus large, comme « quelque chose de bien » (68%). Cependant, seule une minorité (34% contre 56%) déclare s'y identifier. Plus de la moitié des Français (54% contre 34%) pense en revanche que le drapeau devrait figurer sur les bâtiments publics à côté du drapeau national.

B) LA CONNAISSANCE DES INSTITUTIONS EUROPEENNES

Avez-vous déjà entendu parler des institutions suivantes ?



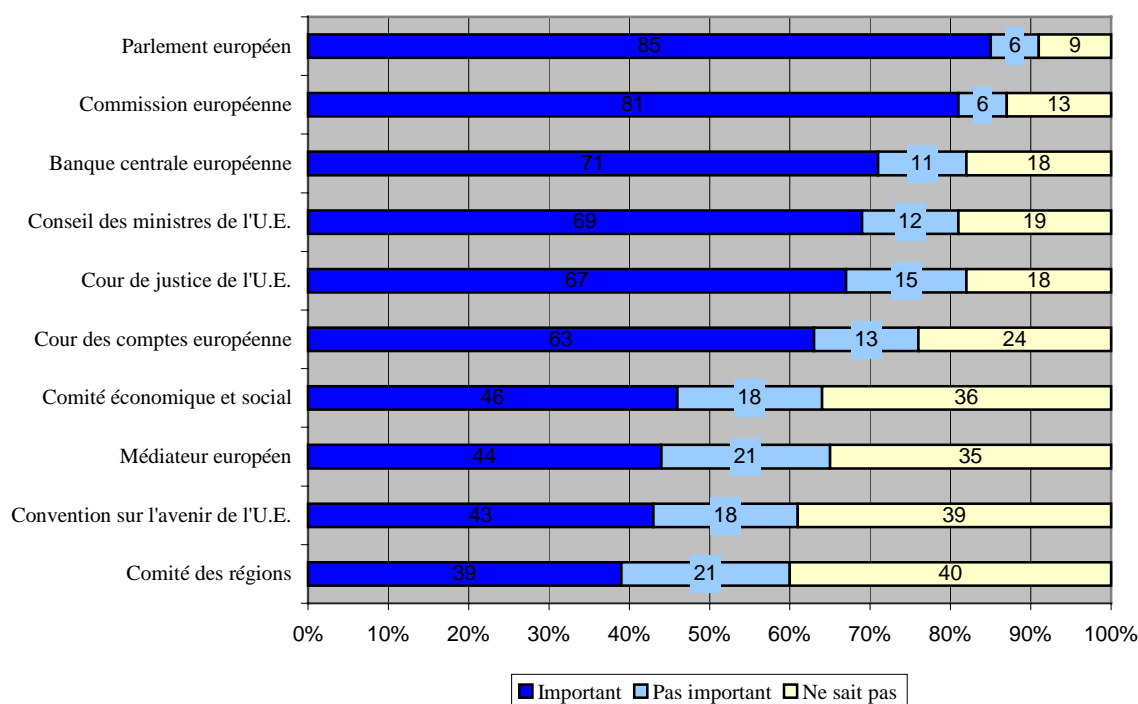
Le Parlement, la Commission et le Conseil restent, sondage après sondage, les institutions communautaires les plus connues. Respectivement 95% (+3%), 87% (+5%) et 73% (+5%) des personnes interrogées en ont entendu parler. Les indices de notoriété de la Banque centrale européenne (71%, +4%), de la Cour de justice des communautés européennes (70%, +3%) et de la Cour des comptes européennes (61%, +2%) dépassent à leur tour la basse des 60%.

La notoriété des autres institutions demeure marginale. Près de deux personnes sur trois ne connaissent ni le Médiateur européen (62%, +1%), ni le Comité économique et social (65%, +2%) ni le Comité des régions (70%, +1%).

Le résultat le plus surprenant de l'enquête est le faible score obtenu par la Convention sur l'avenir de l'Europe. Alors que ses débats entrent dans une phase cruciale, seuls 27% des Français en ont entendu parler, ce qui représente une baisse de 5 points par rapport au mois de mai 2002. Inversement, 71% des personnes interrogées (+6%) en ignorent l'existence.

Cette méconnaissance traverse les classes d'âge. Ainsi, seuls 25% 15-24 ans, 29% des 25-39 ans, 30% des 40-54 ans et 24% des plus de 55 ans connaissent la Convention. De même, on n'observe aucune écart sensible en fonction des catégories professionnelles. Si 40% les cadres en ont entendu parler, le pourcentage retombe en-dessous des 30% auprès des étudiants (27%), des ouvriers (26%), des travailleurs indépendants (23%), des retraités (23%) et des employés (21%). Loin de monter en puissance dans l'opinion publique, la notoriété de la Convention demeure très marginale.

Ces institutions jouent-elles un rôle... ?

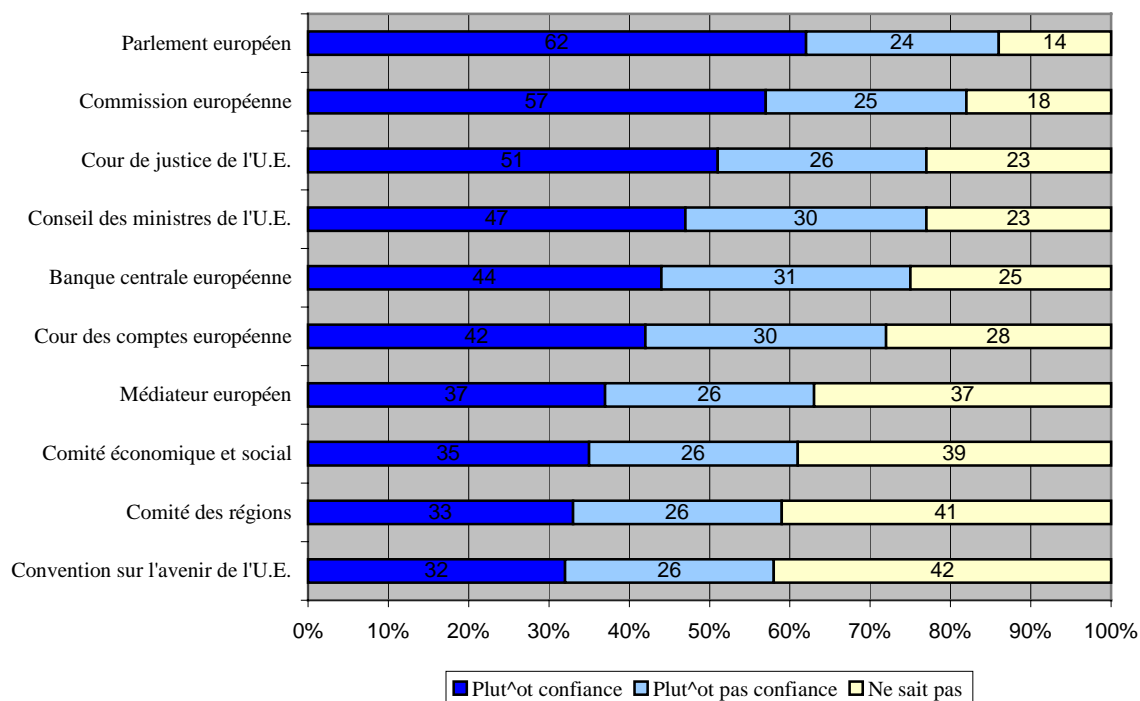


Comme lors des précédents sondages, il semble y avoir un lien direct entre la notoriété des institutions et la manière dont les Français en perçoivent l'importance. Le Parlement (dont le rôle est jugé « important » par 85% des personnes interrogées), la Commission (81%), la Banque centrale européenne (71%), le Conseil (69%), la Cour de Justice (67%) et la Cour des comptes européennes (63%) devancent nettement les institutions les moins connues, comme le Comité économique et social (46%), le Médiateur européen (44%), la Convention sur l'avenir de l'Union (43%) et le Comité des régions (39%).

Par rapport à la dernière enquête, on constate que toutes les institutions communautaires gagnent plusieurs points (voir tableau ci-dessus).

	Mai 2002	Novembre 2002	ECART
Commission européenne	71%	81%	+ 10%
Parlement européen	76%	85%	+ 9%
Cour des comptes européennes	54%	63%	+ 9%
Banque centrale européenne	64%	71%	+ 7%
Conseil des ministres de l'UE	63%	69%	+ 6%
Cour de Justice de l'UE	62%	67%	+ 5%
Médiateur européen	40%	44%	+ 4%
Conseil économique et social	43%	46%	+ 3%
Convention sur l'avenir de l'Europe	40%	43%	+ 3%
Comité des régions	37%	39%	+2%

Faites-vous plutôt confiance à ces institutions ?

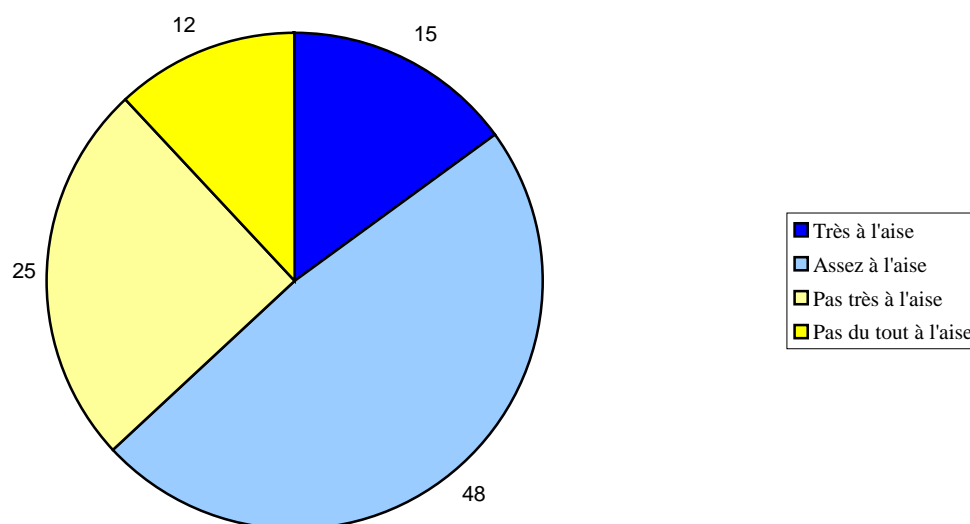


L'indice de confiance des institutions communautaires connaît lui aussi une hausse sensible par rapport au précédent Eurobaromètre. Le Parlement arrive en tête, avec 62% d'opinions favorables (+7%). Viennent ensuite la Commission (57%, +7%), la Cour de Justice (51%, +8%), le Conseil (47%, +5%), la BCE (44%, +4%), la Cour des comptes (42%, +4%), le Médiateur européen (37%, +6%), le Conseil économique et social (35%, +3%), le Comité des régions (33%, +1%) et la Convention sur l'avenir de l'Europe (32%, +1%).

C) LE SOUTIEN A LA MONNAIE UNIQUE

Un an après son entrée en circulation, les Français semblent plébisciter l'euro. 71% des personnes interrogées se disent favorables à la monnaie unique et seules 26% opposées (3% ne répondent pas). Le pourcentage de personnes favorables à l'euro (71%) est identique à la moyenne UE-12 (pays appartenant à la zone euro) et supérieur à la moyenne UE-15 (63%). Une tendance de fond oppose toutefois le France à la plupart des pays de l'Union. Le soutien à la monnaie unique croît en effet de 4 points par rapport à la dernière enquête, alors qu'il baisse de 4 points dans la zone euro au cours de la même période.

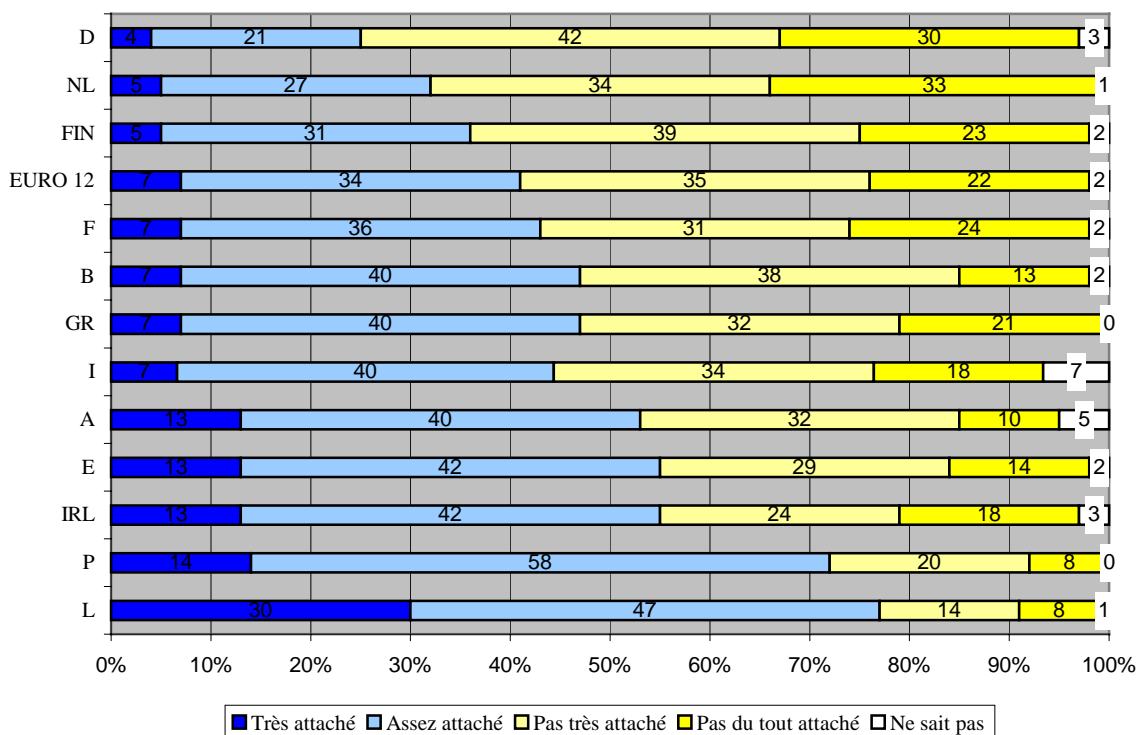
A propos de l'utilisation de l'euro, vous sentez-vous.... ?



S'ils sont globalement favorables à la monnaie unique, les Français éprouvent encore des difficultés d'adaptation. Le pourcentage de personnes « très à l'aise » (15%) et « assez à l'aise » (48%) dans l'utilisation de l'euro connaît même une baisse de 1 et de 4 points. Inversement, les catégories des personnes « pas très à l'aise » (25%) et « pas du tout à l'aise » (12%) gagnent respectivement 3 et 2 points par rapport au mois d'avril 2002.

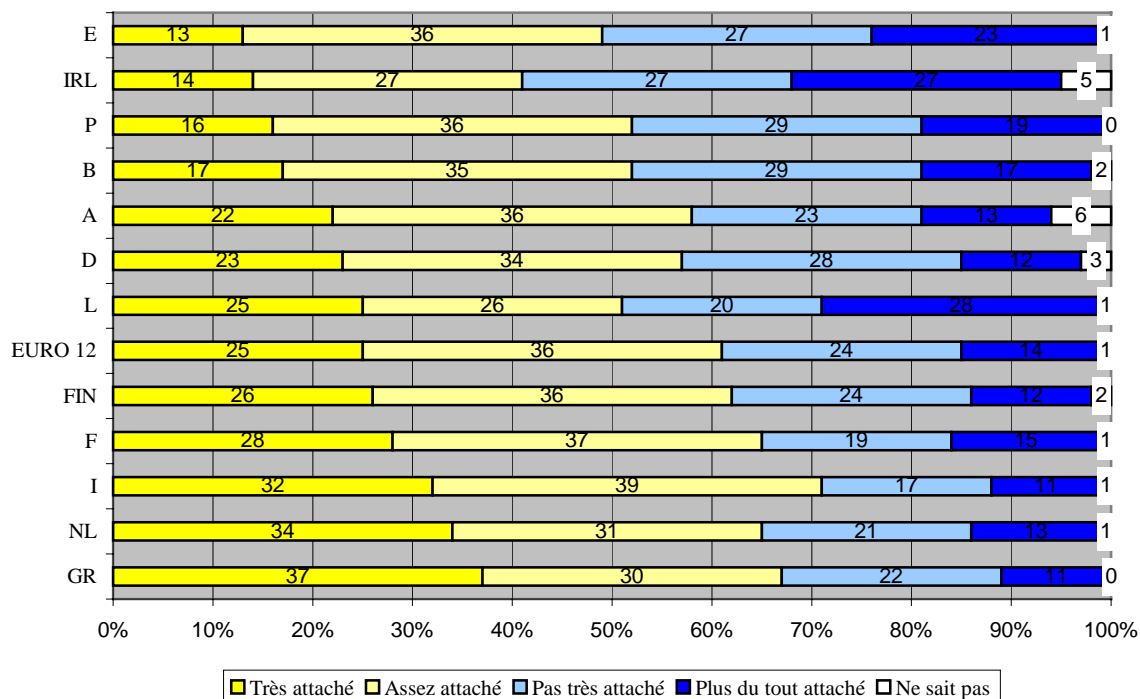
73% des personnes interrogées estiment en outre que les prix ont été généralement arrondis par le haut (à comparer à une moyenne UE-12 de 77%) et 19% qu'ils ont été arrondis par le haut dans certains secteurs. Seuls 5% des personnes interrogées pensent que les prix ont été arrondis par le bas (moyenne UE-12 : 4%).

L'attachement des Européens à l'euro (Ensemble des pays de la zone euro)



L'attachement à l'euro a quelque peu progressé dans les six mois qui ont séparé les deux dernières enquêtes. Si le pourcentage de personnes très attachées à la monnaie unique (7%) reste stable, celui des « assez attachées » augmente de 4 points pour atteindre 36%. On assiste en parallèle à une diminution des « pas très attachés » (31%, - 3%) et surtout des « pas du tout attachés » (24%, - 6%). Sans figurer parmi les peuples les plus favorables à la monnaie unique, les Français se situent désormais légèrement au-dessus de la moyenne UE-12.

L'attachement des Européens à leur ancienne monnaie nationale (Ensemble des pays de la zone euro)



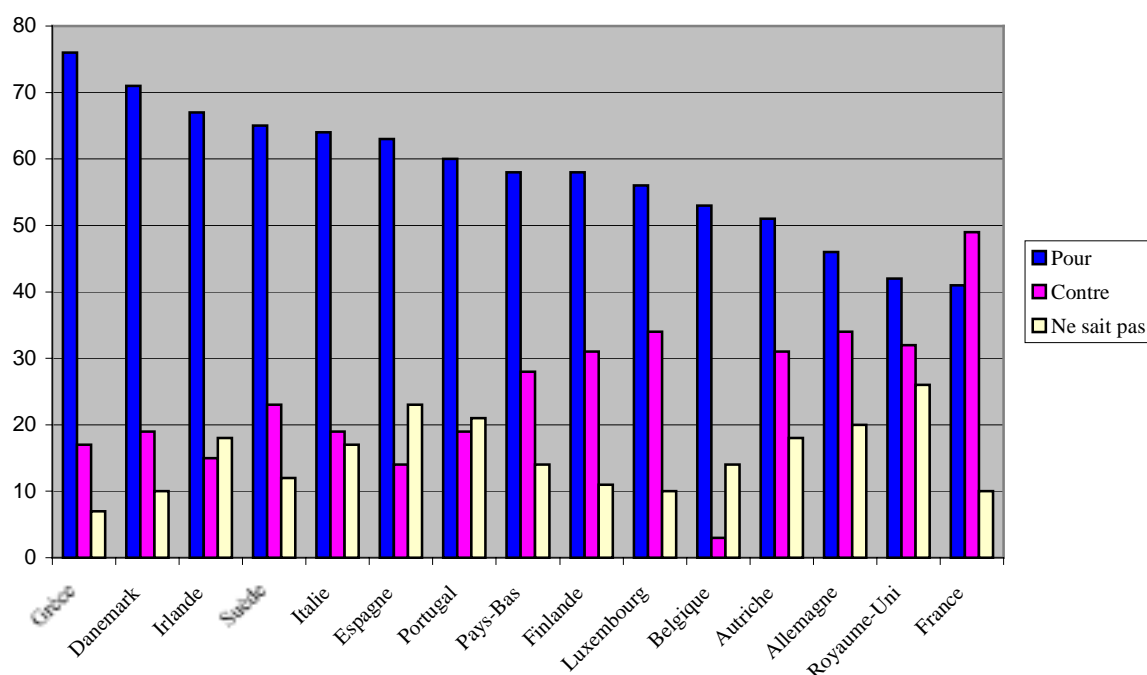
Les Français figurent une nouvelle fois parmi les Européens les plus « nostalgiques » de leur ancienne monnaie nationale. 28% (- 5%) des personnes interrogées se sentent encore très attachées et 37% (+ 2%) plutôt attachées au franc.

Ces résultats ne doivent pas être surestimés, dans la mesure où l'attachement à l'ancienne monnaie n'est pas nécessairement incompatible avec le soutien à l'euro. Ainsi, seuls 13% des Français pensent que le remplacement du franc a été « une chose plutôt mauvaise » et 13% qu'il a été « une chose très mauvaise ». Ces chiffres sont très proches de la moyenne UE-12. Un an après l'entrée en circulation de la monnaie unique, l'opinion française ne se distingue plus par un comportement spécifique par rapport aux autres Etats de la zone euro.

IV) LES FRANÇAIS FACE A L'ELARGISSEMENT

A) UNE OPINION PUBLIQUE EN RETRAIT

Quelle est votre opinion sur l'élargissement de l'Union à de nouveaux membres ?



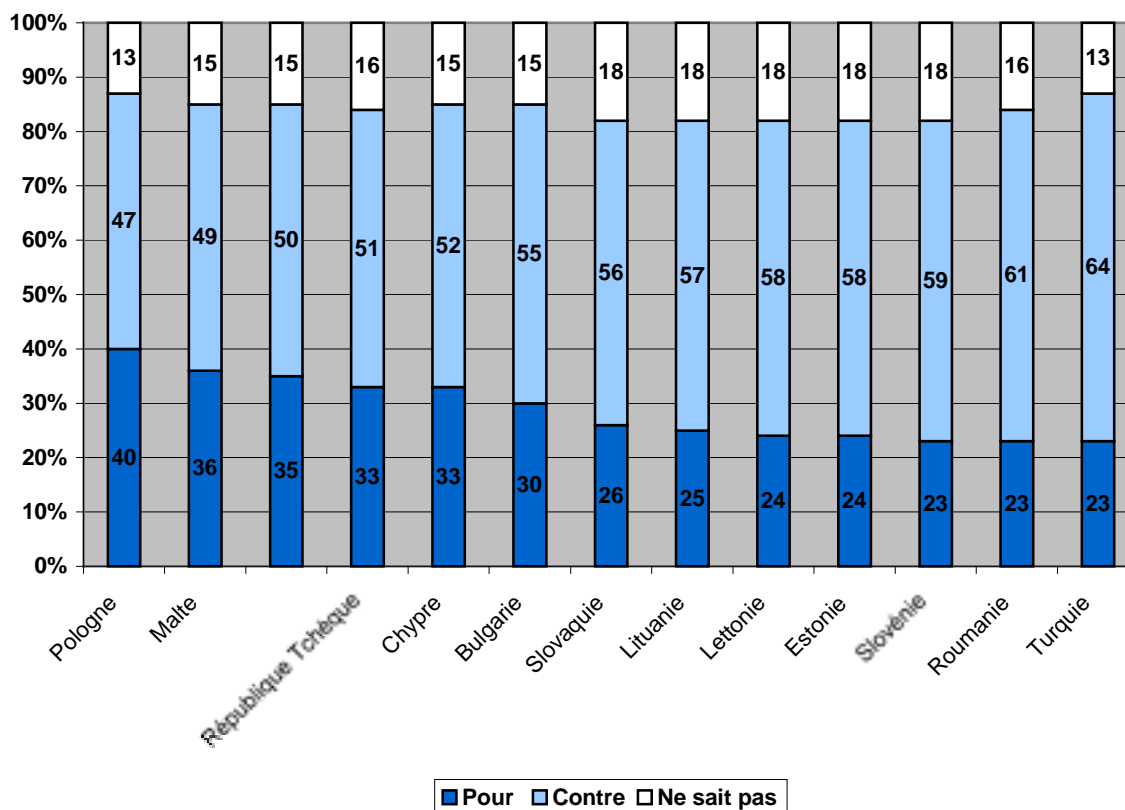
Comme lors de la précédente enquête, la France est le seul pays de l'Union européenne où le pourcentage des personnes hostiles à l'élargissement (49%, +2%) l'emporte sur les opinions favorables (41%, +1%). A titre de comparaison, 76% des Grecs, 64% des Italiens, 46% des Allemands et 42% des Anglais se déclarent favorables à l'entrée de nouveaux pays dans l'UE (Moyenne UE-15 : 52% de pour et 30% de contre). L'opinion française se distingue aussi par le faible nombre des « sans opinion » (10%, -2%), contre une moyenne UE-15 de 18%.

En affinant l'analyse, il apparaît que 12% des Français pensent que l'Union européenne devrait s'élargir à tous les Etats qui souhaitent en faire partie (moyenne UE-15 : 20%), 43% qu'elle ne devrait s'élargir qu'à certains de ces Etats (moyenne UE-15 : 46%) et 34% qu'elle ne devrait s'élargir à aucun Etat supplémentaire (moyenne UE-15 : 19%).

Ces réticences vont de pair avec un sentiment de faible participation : seul un quart de la population estime être « très impliqué » (5%) ou « assez impliqué » (19%) dans le débat politique sur l'élargissement. A l'opposé, 73 % des personnes interrogées se sentent « assez peu » (37%) ou « pas du tout » (36%) impliquées dans ce même débat. Toutefois, ces chiffres ne sont pas sensiblement différents de ceux que l'on retrouve dans les autres Etats de l'UE.

B) QUELS PAYS DOIVENT ENTRER DANS L'UE ?

Etes-vous favorable à l'entrée de ces pays dans l'Union européenne ?



Comme lors de la dernière enquête (avril 2002), **aucun des pays candidats ne recueille plus d'avis favorables que d'avis défavorables** à son entrée dans l'Union européenne. Dans l'ordre, 40% des Français souhaitent l'entrée de la Pologne (contre 47% qui y sont opposés), 36% celle de Malte (contre 49%), 35% celle de la Hongrie (contre 50%), 33% celle de la République Tchèque et de Chypre (contre 51% et 52%), 30% celle de la Bulgarie (contre 55%), 26% celle de la Slovaquie (contre 56%), 25% celle de la Lituanie (contre 57%), 24% celle de la Lituanie et de l'Estonie (contre 58%), 23% celle de la Slovénie et de la Roumanie (contre 59% et 61%) et 23% (contre 64%) celle de la Turquie.

Comment expliquer ces réticences ? Plusieurs questions de l'Eurobaromètre permettent de préciser l'attitude de l'opinion à l'égard des anciens Etats du bloc soviétique. Si 49% des Français (contre 25%) estiment que les PECO sont devenus plus démocratiques depuis la chute du mur de Berlin, ils ne sont qu'une minorité à penser qu'ils ont fait de gros efforts pour prévenir la corruption (27% contre 47%) et protéger leur environnement (29% contre 44%) et qu'ils sont devenus plus riches (26% contre 43%) depuis la chute des régimes communistes¹.

Malgré la méfiance que semble susciter l'élargissement, le dernier Eurobaromètre met en évidence un autre phénomène : **tous les pays candidats** (à l'exception de la Roumanie, qui

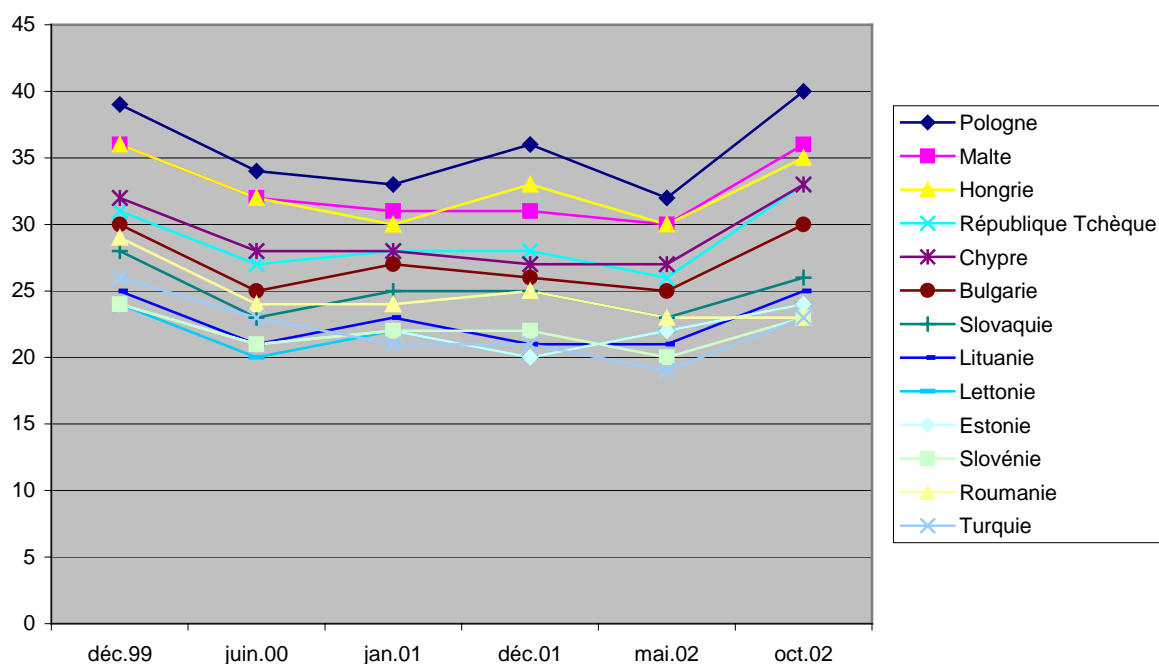
¹ Pour parvenir à un total de 100%, il faut évidemment intégrer la part des « sans opinion », qui varie entre 11% et 14% des personnes interrogées.

reste stable) **gagnent plusieurs points par rapport** au sondage de mai 2002. Cette hausse est spectaculaire dans le cas de la Pologne et de la République tchèque, mais concerne aussi les Etats qui figurent dans le peloton de queue, comme les pays baltes et la Turquie.

	Pologne	République tchèque	Malte	Chypre	Hongrie	Bulgarie
Mai 2002	32	26	30	27	30	25
Novembre 2002	40	33	36	33	35	30
Ecart	+ 8%	+ 7%	+ 6%	+ 6%	+ 5%	+ 5%

	Lituanie	Turquie	Slovaquie	Slovénie	Lettonie	Estonie	Roumanie
Mai 2002	21	19	23	20	22	22	23
Novembre 2002	25	23	26	23	24	24	23
Ecart	+ 4%	+ 4%	+ 3%	+ 3%	+ 2%	+ 2%	=

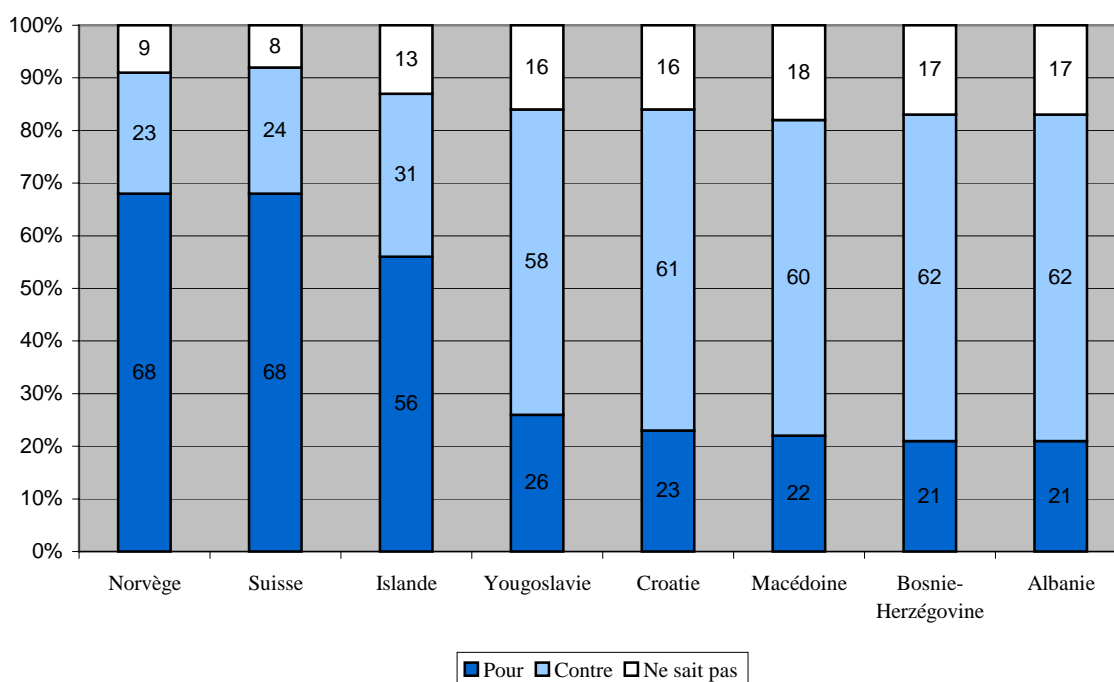
Etes-vous favorable à l'entrée de ces pays dans l'Union (trend 1999-2002) ?



Si l'on compare les données à celles des cinq derniers Eurobaromètres, il apparaît que le taux d'opinions favorables aux pays candidats n'a jamais été aussi élevé depuis décembre 1999. Cela est dû en partie à un effet de rattrapage après la forte baisse de mai 2002. On pourrait également envisager une autre hypothèse : le grand nombre d'articles et de reportages diffusés à la rentrée pourrait avoir créé un sentiment d'empathie à l'égard des pays candidats. Notons toutefois que ce sondage a été réalisé quelques semaines avant le Conseil européen de Copenhague et quelques jours avant les déclarations de Valéry Giscard d'Estaing, qui ont ouvert le débat sur l'appartenance de la Turquie à l'Union européenne¹.

¹ Il est à noter que le sondage Eurobaromètre « Flash » 132/2, effectué par Gallup France pour le compte de la DG Elargissement, donne des résultats notablement différents. Selon cette enquête, menée du 11 au 20 novembre 2002 selon une autre méthodologie, 66% des Français seraient favorables à l'élargissement.

Etes-vous favorable à l'entrée de ces pays dans l'Union ?



Parmi les Etats qui ne sont pas officiellement candidats, la Norvège (68% de « pour » et 23% de « contre »), la Suisse (68% contre 24%) et l'Islande recueillent les suffrages d'une large partie des personnes interrogées. En revanche, les Etats issus de l'éclatement de la Fédération yougoslave (République de Yougoslavie, Croatie, Macédoine, Bosnie-Herzégovine) et l'Albanie ne recueillent qu'entre 21% et 25% d'opinions favorables. La fin des conflits qui ont marqué cette région ne semble pas avoir effacé l'idée que ces Etats constituent comme une source potentielle d'instabilité.

Deux données nuancent cependant ce constat. D'une part, le pourcentage d'opinion favorables ne diffère pas sensiblement de celui de la plupart des pays candidats. D'autre part, les avis favorables sont eux aussi en hausse par rapport à l'enquête précédente :

	Yougoslavie	Macédoine	Bosnie-Herzégovine	Albanie	Croatie
Mai 2002	20%	19%	19%	19%	22%
Novembre 2002	26%	22%	21%	21%	23%
Ecart	+ 6%	+ 3%	+ 2%	+ 2%	+ 1%

C) LES CONSEQUENCES DE L'ELARGISSEMENT

Etes-vous plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec les propositions suivantes ?

	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord
Avec plus de pays membres, il sera beaucoup plus difficile de prendre des décisions à l'échelle européenne	71% Moy. UE-15 : 66%	21% Moy. UE-15 : 20%
Avec plus de pays membres, l'Europe sera plus riche sur le plan culturel	67% Moy. UE-15 : 64%	23% Moy. UE-15 : 21%
Plus l'UE aura de pays membres, plus elle sera importante dans le monde	63% Moy. UE-15 : 66%	26% Moy. UE-15 : 18%
Il faut que l'UE réforme le fonctionnement de ses institutions avant d'accueillir de nouveaux Etats membres	59% Moy. UE-15 : 58%	15% Moy. UE-15 : 13%
Quand d'autres pays l'auront rejointe, notre pays recevra moins d'aides financières de l'UE	56% Moy. UE-15 : 52%	25% Moy. UE-15 : 25%
Plus il y aura de pays membres, plus il y aura de chômage dans notre pays	54% Moy. UE-15 : 43%	32% Moy. UE-15 : 37%
Après l'élargissement à de nouveaux pays, notre pays aura moins d'importance en Europe	46% Moy. UE-15 : 39%	44% Moy. UE-15 : 46%
Plus il y aura de pays membres, plus la paix et la sécurité en Europe seront garanties	38% Moy. UE-15 : 51%	50% Moy. UE-15 : 34%
L'Union européenne devrait aider financièrement les futurs Etats membres avant leur adhésion	31% Moy. UE-15 : 29%	57% Moy. UE-15 : 54%
L'élargissement ne coûtera pas plus cher aux pays déjà membres de l'Union	19% Moy. UE-15 : 24%	65% Moy. UE-15 : 57%

NB : Les « sans opinion » n'ont pas été pris en compte dans ce tableau.

En comparant ces résultats à ceux de l'Eurobaromètre 57.1, on constate que les conséquences de l'élargissement sont hiérarchisées exactement dans le même ordre. Certaines craintes gagnent cependant du terrain, comme l'augmentation du chômage (+6%), la baisse des aides financières (+5%) et le coût de l'élargissement (+6%). Par ailleurs, les aspects « positifs » de l'entrée des nouveaux pays – la diversité culturelle, l'importance de l'Union européenne dans le monde et le maintien de la paix en Europe – perdent respectivement 3, 3 et 6 points. Les Français semblent en outre prendre conscience des enjeux de l'élargissement, comme l'atteste le pourcentage des « sans opinion », qui diminue en moyenne de 3 points.

Ces résultats ne s'écartent pas d'une manière nette de la moyenne UE-15. L'opinion française semble ainsi reproduire, en les dramatisant, les tendances des différentes opinions nationales. Elle manifeste cependant quelques originalités. En particulier, les Français sont plus sensibles à certains thèmes, comme la crainte du chômage (avec un écart de 11% par rapport à la moyenne UE-15), la perte d'importance de leur pays (écart de 7%) ou le rayonnement culturel induit par l'élargissement (écart de 3%). En revanche, ils semblent beaucoup moins sensibles au thème de la paix et de la sécurité en Europe (écart négatif de 13%).

Pour chacune de ces groupes, pouvez-vous me dire si l'élargissement sera un bénéfice, une perte ou ni l'un ni l'autre ?

	Un bénéfice	Une perte	Ni l'un ni l'autre
Les grandes entreprises	66%	15%	13%
Les jeunes	42%	27%	21%
Les minorités ethniques	24%	26%	30%
Les habitants des grandes villes	24%	22%	41%
Les salariés en général	19%	40%	32%
Les petites entreprises	18%	51%	23%
Les agriculteurs	16%	61%	14%
Les personnes habitant à la campagne	13%	36%	41%
Les chômeurs	12%	40%	38%
Les pêcheurs	12%	60%	17%
Les personnes âgées	11%	30%	50%

NB : Les « sans opinion » n'ont pas été pris en compte dans ce tableau.

Aux yeux des personnes interrogées, l'élargissement ne représentera un bénéfice que pour deux catégories, les grandes entreprises et les jeunes. A l'opposé, les petites entreprises, les agriculteurs et les pêcheurs sont perçus comme les « perdants » du processus d'élargissement.

Lorsqu'on examine de près ces deux dernières catégories, les différences régionales sont très marquées. Les régions côtières, comme l'Ouest (75%), de la Méditerranée (72%) redoutent une aggravation du niveau de vie des pêcheurs. De même, les Français de l'Ouest (70%), de l'Est (68%), et du Bassin parisien (65%) sont particulièrement sensibles aux conséquences éventuelles de l'élargissement sur la politique agricole commune.

D) LES OPPOSANTS A L'ELARGISSEMENT :

Au fil des sondages, les réticences face à l'élargissement constituent la principale spécificité de l'opinion publique française. Ce paragraphe a pour objectif d'établir un profil type des personnes opposées à l'entrée de nouveaux pays dans l'Union européenne.

D'une manière générale, les femmes (51%) sont plus réservées que les hommes (47%), mais les écarts sont relativement faibles.

Il y a en revanche une relation directe entre l'âge et l'opposition à l'élargissement. Celle-ci s'élève à 35% pour les 15-24 ans, à 46% pour les 25-39 ans (classe d'âge où les opinions favorables sont aussi fortes que les réticences), à 52% pour les 40-54 ans et à 59% pour les plus de 55 ans. Dans ces deux dernières catégories, les personnes qui estiment que « l'Union ne devrait s'élargir à aucun Etat supplémentaire » sont également sur-représentées (47% des > 55 ans et 37% des 40-54 ans contre une moyenne de 34%).

La méfiance vis-à-vis de l'élargissement semble corrélée au niveau d'études. 61% de ceux qui les ont arrêtées à 15 ans sont défavorables à l'entrée de nouveaux pays (73% d'entre eux craignent que celui-ci entraîne une hausse du chômage). Le pourcentage d'opposants tombe à 53% pour une fin de scolarité entre 16 et 19 ans, à 42% pour ceux qui les ont poursuivies au-delà des 20 ans et à 30% pour ceux qui se trouvent toujours dans le système universitaire. Le niveau des connaissances sur l'UE est également révélateur. Les personnes qui estiment avoir des connaissances nulles ou faibles (niveaux 1-3), moyennes (niveaux 4-7), bonnes ou très bonnes (niveaux 8-10) en la matière s'opposent respectivement à 56%, à 47% et à 37%.

Y a-t-il une relation entre l'insuffisance d'information et l'opposition à l'élargissement ? Dans une certaine mesure, oui. Les opposants à l'élargissement sont ainsi moins nombreux chez les personnes « bien informées » (39%) que chez les « non informées » (52%). La relation de cause à effet n'est cependant pas automatique. Si l'on considère les réactions suscitées par chacun des pays candidats, le taux d'opinions défavorables n'est pas significativement plus élevé chez les « non informées » par rapport aux « bien informés » (écart moyen : 7 points).

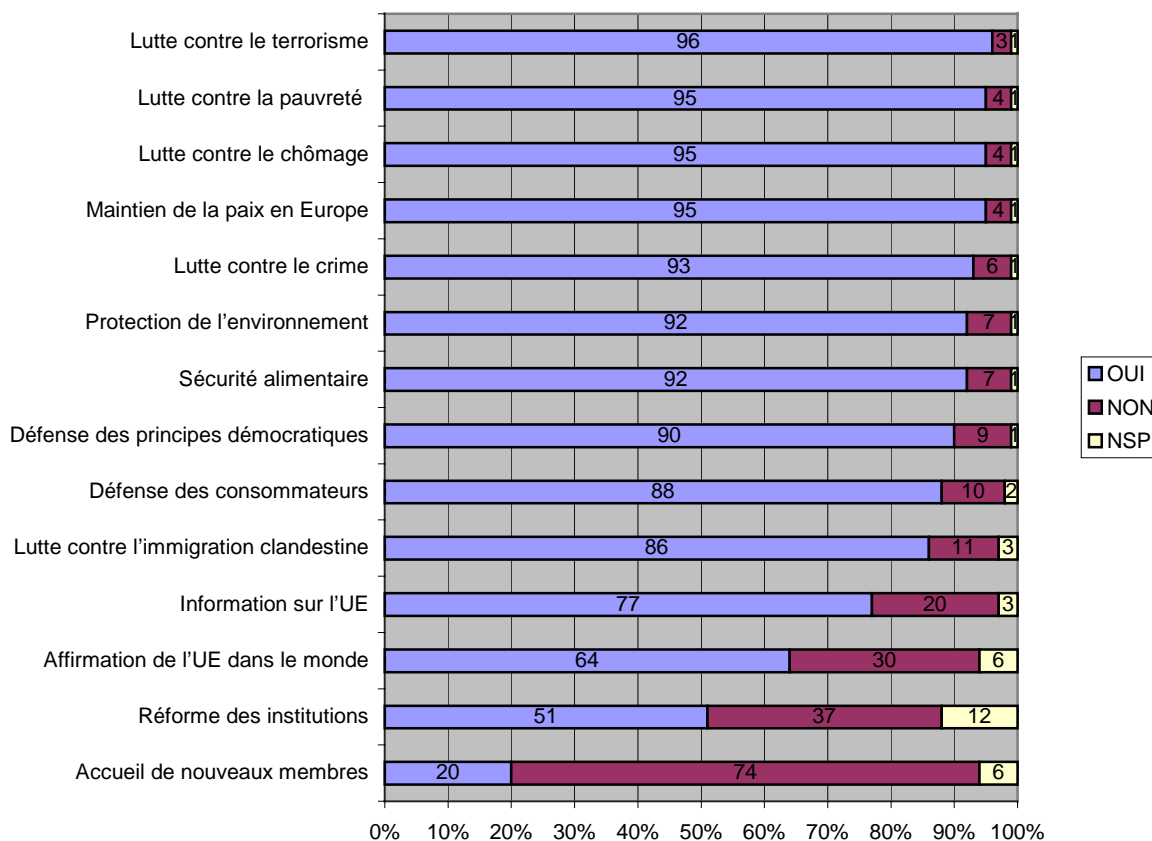
Au niveau des catégories socio-professionnelles, les plus fortes réticences se situent chez les retraités (opposés à 60%), les femmes au foyer (53%) et les travailleurs indépendants (53%). Viennent ensuite les ouvriers (50%) et les employés (49%). Les managers (37%) et les étudiants (30%) sont les deux seules catégories où les opinions défavorables sont minoritaires. Si l'on examine le « noyau dur » des opposants (ceux qui estiment que l'Union ne devrait s'élargir à aucun Etat supplémentaire), on retrouve une surreprésentation des retraités (49%), des ouvriers (34%) et des femmes au foyer (35%).

D'un point de vue géographique, le Nord/Pas-de-Calais (68%), la Méditerranée (66%) et le Bassin Parisien hors Ile-de-France (53%) présentent les plus forts pourcentages d'opinions hostiles. Les macro-régions de l'Est (50%), du Centre-Est (46%) et de l'Ouest (44%) se situent dans une position médiane. Seules l'Ile-de-France (38%) et le Sud-Ouest (43%) comptent davantage d'opinions favorables que d'oppositions. Plusieurs régions se distinguent aussi par des comportements spécifiques. La crainte d'une hausse du chômage est ainsi particulièrement forte dans les régions où celui-ci est déjà supérieur à la moyenne nationale, comme dans l'Est (66%), la Méditerranée (63%) et le Nord-Pas-de-Calais (57%). L'Ouest s'inquiète davantage d'une baisse des subventions accordées à l'agriculture et à la pêche.

V) L'AVENIR DE LA CONSTRUCTION EUROPEENNE

A) LES MISSIONS DE L'UNION EUROPEENNE

Selon vous, quelles devraient être les priorités de l'Union européenne ?



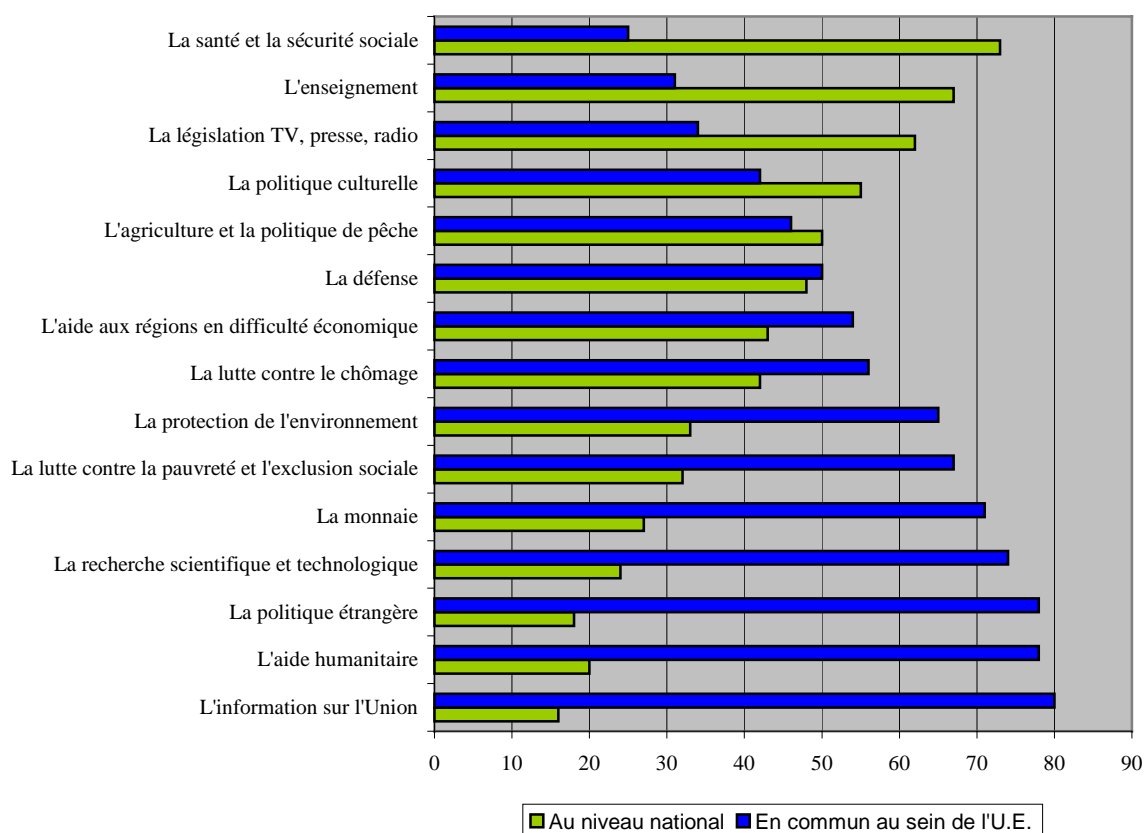
Les Français classent aux premières places la lutte contre le terrorisme (96%), la pauvreté et le chômage (95%) et le maintien de la paix en Europe (95%). Viennent ensuite la lutte contre le crime (93%), la protection de l'environnement et la sécurité alimentaire (92%), la défense des principes démocratiques (90%), la protection des consommateurs (88%) et la lutte contre l'immigration clandestine (86%).

On franchit ensuite un palier. L'information sur l'Union européenne, l'affirmation de l'UE dans le monde et la réforme des institutions sont perçues comme des priorités respectivement par 77%, 64% et 51% des personnes interrogées. Une fois de plus, l'accueil de nouveaux membres arrive largement en queue de peloton. Seuls 20% des personnes interrogées (contre 74%) estiment qu'il devrait s'agir d'une priorité pour l'Union européenne.

La hiérarchie des priorités et les pourcentages affectés à chaque proposition sont quasiment inchangés par rapport au dernier Eurobaromètre et très proches de la moyenne UE-15.

B) LE NIVEAU DE DECISION

Pour chacun des domaines suivants, à quel niveau faudrait-il prendre les décisions ?



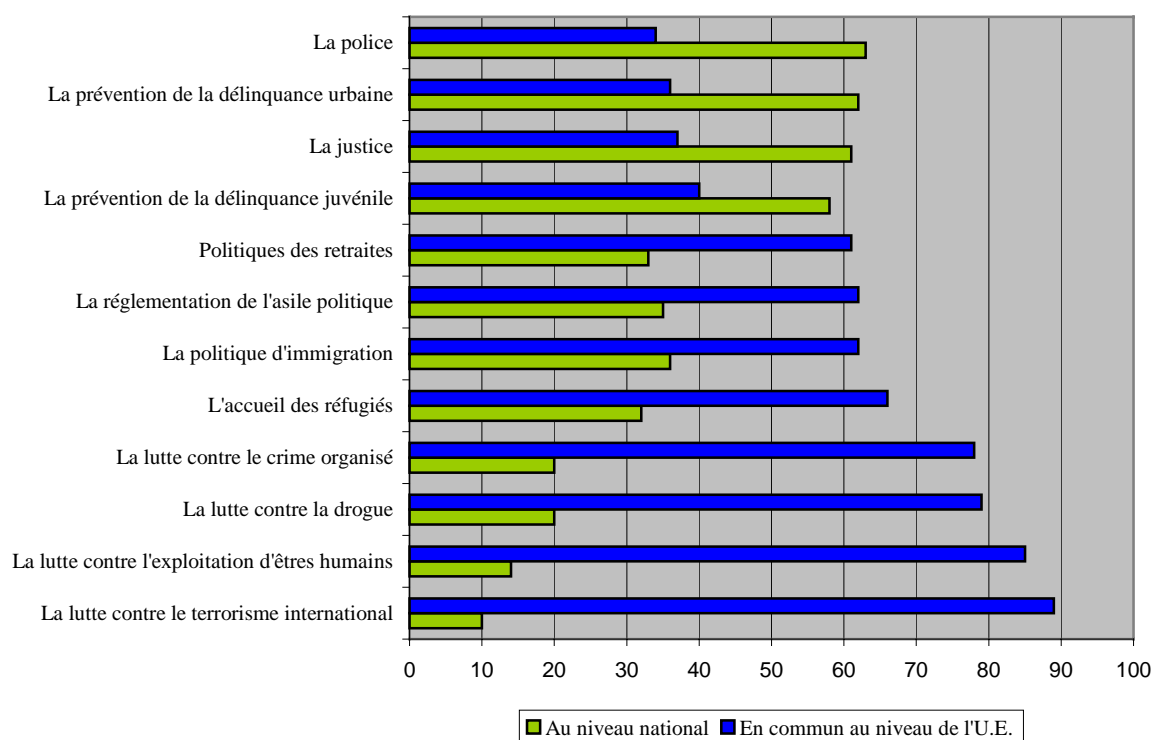
NB : Dans ce tableau, les « sans opinions » n'ont pas été pris en compte.

Le niveau européen est perçu comme le plus pertinent pour l'information sur l'UE (80%), l'aide humanitaire et la politique étrangère (78%), la recherche scientifique (74%), la monnaie (71%), la lutte contre la pauvreté (67%) et la protection de l'environnement (65%).

En ce qui concerne la lutte contre le chômage (56% contre 42%), l'aide aux régions en difficulté (54% contre 43%) et, pour la première fois, la défense (50% contre 48%), le niveau européen est réputé légèrement plus efficace que le niveau national. A l'opposé, les partisans d'une renationalisation de la politique agricole et de la pêche (50%) sont désormais plus nombreux que les adeptes du maintien au niveau européen (46%).

Dans les domaines liés à la culture et à la protection sociale, les Français se prononcent à une large majorité pour le maintien au niveau national : 55% pour la politique culturelle, 62% pour la législation sur les médias, 67% pour l'enseignement et 73% pour la sécurité sociale.

Et dans ces domaines ?



NB : Dans ce tableau, les « sans opinions » n'ont pas été pris en compte.

Les effets du 11 septembre et, plus généralement, les incertitudes de la situation internationale continuent de peser sur l'opinion publique. Une grande majorité de la population privilégie ainsi le niveau européen dans la lutte contre le terrorisme international (89%), la traite et l'exploitation des êtres humains (85%), la drogue (79%) et le crime organisé (78%).

Le soutien à une politique commune de l'immigration augmente considérablement : 62% (+9%) des personnes interrogées souhaitent que les décisions soient prises au sein de l'UE, tandis que 36% (-7%) préfèrent que les Etats conservent cette compétence. De même, une majorité de Français souhaite que l'accueil des réfugiés (66%, +9%) soit géré au niveau européen et que les règles en matière d'asile politique (62%) soient fixées en commun.

Le niveau national est en revanche privilégié pour la prévention des délinquances urbaine (62%) et juvénile (58%). La majorité de la population souhaite ainsi que la police (63%) et la justice (61%) demeurent des compétences exclusivement étatiques.

C) LE DEBAT SUR L'AVENIR DE L'EUROPE

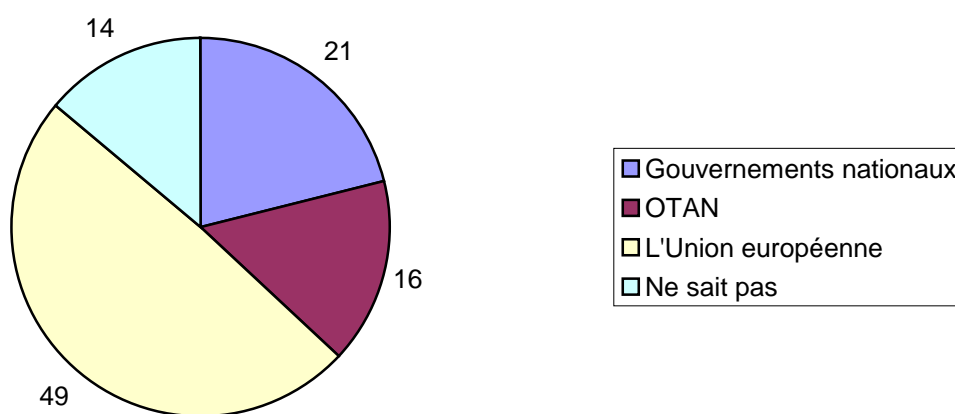
a) La politique extérieure commune

Le soutien à une politique extérieure commune progresse a fortement progressé au cours des six derniers mois. 67% des Français sont désormais favorables à une politique étrangère commune (+7%) contre seulement 27% hostiles (-1%), tandis que 7% (-4%) ne s'expriment pas. La mise en place d'une politique de sécurité et de défense commune recueille les faveurs de 77% des personnes interrogées (+6%) contre 19% d'opinions défavorables (-1%) et 4% de sans opinion (-4%). Ces données sont très proches de la moyenne UE-15.

Cette forte hausse s'explique sans doute par la perception d'un certain unilatéralisme américain. Ainsi, l'action des Etats-Unis n'est analysée d'une manière plutôt positive (44% contre 35%) que dans le domaine de lutte contre le terrorisme. En revanche, une forte majorité de Français pensent que les Etats-Unis jouent un rôle plutôt négatif en ce qui concerne la protection de l'environnement (69% contre 12%), la lutte contre la pauvreté dans le monde (65% contre 11%), la paix dans le monde (56% contre 24%), la croissance de l'économie mondiale (48% contre 30%).

Ces constats sont généralement partagés dans les autres Etats membres. L'opinion française dramatise cependant l'opposition à l'égard des Etats-Unis, ce qui se traduit par un écart de 10 points par rapport à la moyenne UE-15. Dès lors, le principe d'une autonomie de la politique de défense semble s'affirmer dans l'opinion française.

A quel niveau faut-il prendre les décisions sur la politique européenne de défense ?



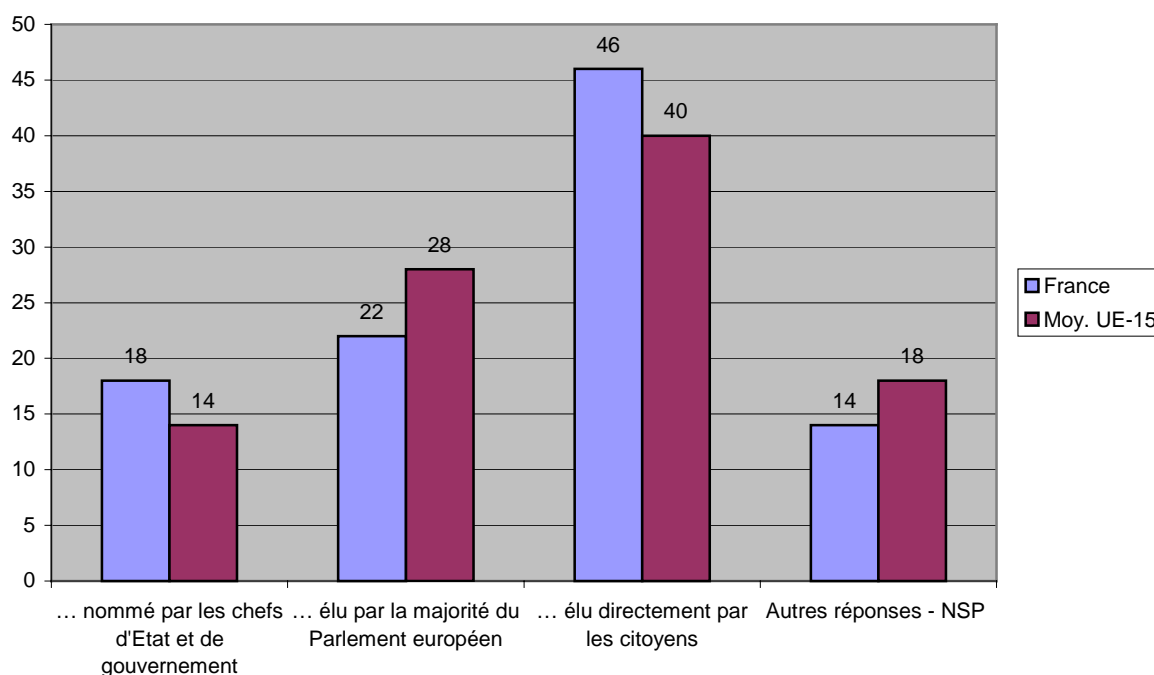
49% des Français estiment que les décisions en matière de défense doivent être prises au niveau de l'Union européenne (moyenne UE-15 : 44%), 21% au niveau des gouvernements nationaux (moyenne UE-15 : 21%) et seuls 16% au niveau de l'OTAN (moy. UE-15 : 21%).

b) La Constitution européenne

L'idée d'une constitution européenne continue à gagner du terrain. 68% (+9%) des Français pensent ainsi que l'Union européenne devrait avoir une constitution, 7% (-1%) s'y opposent, tandis que 25% (-8%) ne s'expriment pas. Cette forte progression place les Français dans le peloton de tête des Etats européens. Seuls les Italiens (79%), les Luxembourgeois (76%), les Suédois et les Néerlandais (73%) comptent plus d'opinions favorables à une constitution.

c) Le Président de la Commission

Le Président de la Commission européenne devrait-il être... ?



L'élection directe du Président de la Commission, mise en avant par 46% des Français, gagne 5 points par rapport au dernier Eurobaromètre. La désignation par les chefs d'Etat et de gouvernement (18%) est elle aussi en hausse (+2%), ce qui peut être mis en relation avec la proposition de certains Etats membres (dont la France) sur la nomination d'un « Président de l'Europe ». L'option parlementaire, déjà moins affirmée en France, recule enfin de 4 points.

d) Le droit de veto

Les Français se prononcent à 55% (+4%) pour le maintien du droit de veto « pour préserver les intérêts nationaux » et à 26% (-2%) pour sa suppression « pour rendre l'Europe plus efficace », tandis que 19% (-2%) ne se prononcent pas. La préférence pour le droit de veto n'est pas une originalité française, qui présente très valeurs très proches de la moyenne UE-15. En effet, 53% des Européens (+3%) prônent le maintien du droit de veto, 24% son abandon et 23% ne se prononcent pas.

CONCLUSION

L'Eurobaromètre 58.1 met en évidence des aspects contrastés de l'opinion française.

Les Français semblent sceptiques sur une amélioration de la situation de l'emploi et de l'économie française. On assiste en parallèle à une montée des craintes liées à la conjoncture internationale. L'année 2003 ne naît pas sous le signe de l'espoir.

Malgré cette nette dégradation des indices de confiance, l'attachement à l'Union européenne et à ses institutions reste fort et augmente même d'une manière assez sensible. Tous les indicateurs mettent en évidence une progression du sentiment d'appartenance, de la confiance à l'égard des institutions communautaires et du soutien à la monnaie unique. Au cours des dernières années, l'opinion française se caractérisait par des réticences plus prononcées que dans les autres Etats membres. L'exemple de l'euro est révélateur. Alors que le soutien diminue dans les pays de la zone euro, il tend au contraire à s'accroître en France. Sans doute assiste-t-on à un effet de rattrapage. En tout cas, l'opinion française ne se distingue plus par un comportement spécifique par rapport aux autres Etats. Ce constat peut être étendu aux autres indicateurs (sentiment d'appartenance, bénéfices retirés de l'appartenance à l'UE, indices de confiance).

En ce qui concerne le débat sur l'avenir de l'Europe, certaines tendances semblent s'affirmer au sein de l'opinion publique. On constate ainsi une très forte adhésion au principe d'une constitution européenne et d'une politique étrangère commune.

Le seul élément discriminant de l'opinion française demeure l'opposition à l'élargissement, même si l'on observe une progression des opinions favorables à l'égard des pays candidats. Cette opposition est corrélée à l'âge, au sentiment d'information et au niveau d'étude et traverse les clivages géographiques. Une action spécifique d'information à destination des publics sensibles (personnes âgées, femmes, habitants des régions « eurosceptiques »...) semble donc plus que jamais nécessaire.

ANNEXES

SPECIFICATIONS TECHNIQUES

Entre le 1^{er} septembre et le 7 octobre, the European Opinion Research Group, un consortium d'agences d'étude de marché et d'opinion publique, constitué d'INRA in Belgium – I.C.O. et de GfK Worldwide, a réalisé la vague 58.0 de l'EUROBAROMETRE STANDARD à la demande de la COMMISSION EUROPEENNE, Direction générale Presse et communication, Secteur Opinion publique.

L'EUROBAROMETRE 58.0 couvre la population - ayant la nationalité d'un des pays membres de l'Union européenne -, de 15 ans et plus, résident dans chaque Etat membre de l'Union européenne. Le principe d'échantillonnage appliqué dans tous les Etats membres est une sélection aléatoire (probabiliste) à phases multiples. Dans chaque pays EU, divers points de chute ont été tirés avec une probabilité proportionnelle à la taille de la population (afin de couvrir la totalité du pays) et à la densité de la population.

A cette fin, ces points de chute ont été tirés systématiquement dans chacune des "unités régionales administratives", après avoir été stratifiés par unité individuelle et par type de région. Ils représentent ainsi l'ensemble du territoire des Etats membres, selon les EUROSTAT-NUTS II et selon la distribution de la population résidente nationale en termes de régions métropolitaines, urbaines et rurales. Dans chacun des points de chute sélectionnés, une adresse de départ a été tirée de manière aléatoire. D'autres adresses (chaque Nème adresse) ont ensuite été sélectionnées par des procédures de "random route" à partir de l'adresse initiale. Dans chaque ménage, le répondant a été tiré aléatoirement. Toutes les interviews ont été réalisées en face à face chez les répondants et dans la langue nationale appropriée.

<u>PAYS</u>	<u>INSTITUTS</u>	<u>N° INTERVIEWS</u>	<u>DATES DE TERRAIN</u>	<u>POPULATION 15+ (x 000)</u>
Belgique	INRA in BELGIUM	1074	2/9 – 4/10	8,326
Danemark	GfK DANMARK	1000	1/9 – 4/10	4,338
Allemagne(Est)	INRA DEUTSCHLAND	1009	1/9 – 18/9	13,028
Allemagne(Ouest)	INRA DEUTSCHLAND	1036	1/9 – 19/9	55,782
Grèce	MARKET ANALYSIS	1001	2/9 – 2/10	8,793
Espagne	INRA ESPAÑA	1000	3/9 – 4/10	33,024
France	CSA-TMO	1004	2/9 – 24/9	46,945
Irlande	LANSDOWNE Market Research	999	3/9 – 30/9	2,980
Italie	INRA Demoskopea	992	5/9 – 30/9	49,017
Luxembourg	ILRes	599	4/9 – 30/9	364
Pays-Bas	INTOMART	998	1/9 – 2/10	12,705
Autriche	SPECTRA	1008	3/9 – 25/9	6,668
Portugal	METRIS	1000	1/9 – 29/9	8,217
Finlande	MDC MARKETING RESEARCH	1000	2/9 – 1/10	4,165
Suède	GfK SVERIGE	1000	1/9 – 7/10	7,183
Grande-Bretagne	MARTIN HAMBLIN LTD	1014	2/9 – 4/10	46,077
Irlande du Nord	ULSTER MARKETING SURVEYS	306	4/9 – 23/9	1,273
Nombre total d'interviews		16067		

Dans chaque pays, l'échantillon a été comparé à l'univers. La description de l'univers se base sur les données de population EUROSTAT. Pour tous les Etats membres EU, une procédure de pondération nationale a été réalisée (utilisant des pondérations marginales et croisées), sur base de cette description de l'univers. Dans tous les pays, au moins le sexe, l'âge, les régions NUTS II et la taille de l'agglomération ont été introduits dans la procédure d'itération. Pour la pondération internationale (i.e. les moyennes EU), INRA (EUROPE) recourt aux chiffres officiels de population, publiés par EUROSTAT dans l'Annuaire des Statistiques Régionales (données de 1997). Les chiffres complets de la population, introduits dans cette procédure de post-pondération, sont indiqués ci-dessus.

Les résultats des études EUROBAROMETRE sont analysés et sont présentés sous forme de tableaux, de fichiers de données et d'analyses. Pour chaque question, un tableau de résultats est fourni, accompagné de la question complète en anglais et en français. Ces résultats sont exprimés en pourcentage calculé sur la base totale. Les résultats des enquêtes EUROBAROMETRE sont analysés par la Direction générale Presse et communication de la Commission européenne, Secteur Opinion publique, Rue de la Loi 200, B-1049 Bruxelles. Les résultats sont publiés régulièrement sur le site Internet de la CE: <http://europa.eu.int/comm/dg10/epo>. Tous les fichiers de données de l'EUROBAROMETRE sont déposés au Zentralarchiv (Universität Köln, Bachemer Strasse 40, D-50869 Köln-Lindenthal), disponibles via la banque de données CESSDA <http://www.nsd.uib.no/cessda/europe.html>. Ils sont à la disposition de tous les instituts membres du "European Consortium for Political Research" (Essex), du "Inter-University Consortium for Political and Social Research" (Michigan) et de toute personne intéressée par la recherche en sciences sociales.

Il importe de rappeler aux lecteurs que les résultats d'un sondage sont des estimations dont l'exactitude, toutes choses égales par ailleurs, dépend de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé. Pour des échantillons d'environ 1.000 interviews, le pourcentage réel oscille dans les intervalles de confiance suivants :

Pourcentages observés	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
-----------------------	------------	------------	------------	------------	-----

Limites de confiance	$\pm 1.9\%$	$\pm 2.5\%$	$\pm 2.7\%$	$\pm 3.0\%$	$\pm 3.1\%$
----------------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------

**EUROBAROMETRE STANDARD 58.0
INSTITUTS ET RESPONSABLES DE RECHERCHE**

**The European Opinion Research Group EEIG
P.a. INRA in Belgium - International Coordination Office SANV
Christine KOTARAKOS
159, avenue de la Couronne
B -1050 BRUSSELS – BELGIUM**

Tel. ++/32 2 642 47 11 – Fax: ++/32 2 648 34 08

e-mail: christine.kotarakos@eorg.be

BELGIQUE	INRA in BELGIUM 159 avenue de la Couronne B-1050 BRUXELLES	Ms Verena MELAN verena.melan@inra.com	tel. fax	++/32 2 642 47 11 ++/32 2 648 34 08
DANMARK	GfK DENMARK Sylows Allé, 1 DK-2000 FREDERIKSBERG	Mr Erik CHRISTIANSEN erik.christiansen@gfk.dk	tel. fax	++/45 38 32 20 00 ++/45 38 32 20 01
DEUTSCHLAND	INRA DEUTSCHLAND Papenkamp, 2-6 D-23879 MÖLLN	Mr Christian HOLST christian.holst@inra.de	tel. fax	++/49 4542 801 0 ++/49 4542 801 201
ELLAS	Market Analysis 190 Hymettus Street GR-11635 ATHENA	Mr. Spyros Camileris markanalysis@marketanalysis.gr	tel. fax	++/30 1 75 64 688 ++/30/1/70 19 355
ESPAÑA	INRA ESPAÑA C/Alberto Aguilera, 7-5° E-28015 MADRID	Ms Victoria MIQUEL victoria.miquel@inra.es	tel. fax	++/34 91 594 47 93 ++/34 91 594 52 23
FRANCE	CSA-TMO 30, rue Saint Augustin F-75002 PARIS	Mr. Bruno JEANBART bruno.jeanbart@csa-tmo.fr	tel. fax	++/33 1 44 94 59 10 ++/33 1 44 94 40 01
IRELAND	LANSDOWNE Market Research 49, St. Stephen's Green IRL-DUBLIN 2	Mr Roger JUPP roger@lmr.ie	tel. fax	++/353 1 661 34 83 ++/353 1 661 34 79
ITALIA	INRA Demoskopea Via Salaria, 290 I-00199 ROMA	Mrs Maria-Adelaïde SANTILLI Santilli@demoskopea.it	tel. fax	++/39 06 85 37 521 ++/39 06 85 35 01 75
LUXEMBOURG	ILReS 46, rue du Cimetière L-1338 LUXEMBOURG	Mr Charles MARGUE charles.margue@ilres.com	tel. fax	++/352 49 92 91 ++/352 49 92 95 555
NEDERLAND	Intomart Noordse Bosje 13-15 NL - 1201 DA HILVERSUM	Mr. Remko Van den Dool remko.van.den.dool@intomart.nl	tel. fax	++/31/35/625 84 11 ++/31/35/625 84 33
AUSTRIA	SPECTRA Brucknerstrasse, 3-5/4 A-4020 LINZ	Ms Jitka NEUMANN nej@spectra.at	tel. fax	++/43/732/6901 ++/43/732/6901-4
PORTUGAL	METRIS Av. Eng. Arantes e Oliveira, 3-2° P-1900 LISBOA	Ms Mafalda BRASIL mafaldabrasil@metris.pt	tel. fax	++/351 21 843 22 00 ++/351 21 846 12 03
FINLAND	MDC MARKETING RESEARCH Ltd Itätuulenkujä 10 A FIN-02100 ESPOO	Mrs Anu SIMULA Anu.Simula@gallup.fi	tel. fax	++/358 9 613 500 ++/358 9 613 50 423
SWEDEN	GfK SVERIGE S:t Lars väg 46 S-221 00 LUND	Mr Rikard EKDAHL rikard.ekdahl@gfksverige.se	tel. fax	++/46 46 18 16 00 ++/46 46 18 16 11
GREAT BRITAIN	MARTIN HAMBLIN LTD Mulberry House, Smith Square 36 UK-London Swip 3H	Mrs. Lisa LUCKHURST lisa.luckhurst@martinhamblin.co.uk	tel. fax	++/44 207 222 81 81 ++/44 207 396 90 46

A. VOTRE NUMERO D'ETUDE	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	(61 – 65)
B. CODE PAYS	<input type="text"/> <input type="text"/>	(66 – 67)
C. NOTRE NUMERO D'ETUDE	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	(68 – 70)
D. NUMERO DE L'INTERVIEW	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	(71 – 76)

Q. 1. Quelle est votre nationalité ? Veuillez indiquer le (ou les) pays qui s'applique(nt).
(PLUSIEURS REPONSES POSSIBLE)

Belgique	1, (77 – 93)	→ Q. 2
Danemark	2,	
Allemagne	3,	
Grèce	4,	
Espagne	5,	
France	6,	
Irlande	7,	
Italie	8,	
Luxembourg	9,	
Pays-Bas	10,	
Portugal	11,	
Royaume-Uni (Grande Bretagne, Irlande du Nord)	12,	
Autriche	13,	
Suède	14,	
Finlande	15,	
Autre pays	16,	→ Fin de l'interview
NSP	17,	

EB58. 0. - Q. 1. - TREND

Q. 2. Quand vous êtes entre amis, diriez-vous qu'il vous arrive souvent, de temps en temps ou jamais de discuter politique ?

Souvent 1 (94)
 De temps en temps 2
 Jamais 3
 NSP 4

EB57.1. - Q. 2. - TREND

Q.3. Quand vous avez une opinion à laquelle vous tenez beaucoup, vous arrive-t-il de convaincre vos amis, vos collègues, vos relations d'adopter cette opinion ? Cela vous arrive-t-il ... ? (LIRE)

souvent 1 (95)
 de temps en temps 2
 rarement..... 3
 jamais 4
 NSP 5

EB57.1. – Q. 3. – TREND

Q. 4. D'une façon générale, êtes-vous très satisfait(e), plutôt satisfait(e), plutôt pas satisfait(e) ou pas du tout satisfait(e) de la vie que vous menez ? (LIRE)

Très satisfait(e) 1 (96)
 Plutôt satisfait(e) 2
 Plutôt pas satisfait(e) 3
 Pas du tout satisfait(e) 4
 NSP..... 5

EB57.1. – Q. 4. – TREND

Q. 5. Quelles sont vos attentes pour l'année prochaine : 2003 sera-t-elle meilleure, moins bonne ou sans changement, en ce qui concerne ... ?

	LIRE	MEILLEURE	MOINS BONNE	SANS CHANGEMENT	NSP
1	vos attentes en général	1	2	3	4 (97)
2	la situation économique en France	1	2	3	4 (98)
3	la situation financière de votre ménage	1	2	3	4 (99)
4	la situation de l'emploi en France	1	2	3	4 (100)
5	vos attentes professionnelles	1	2	3	4 (101)

EB56.2. – Q. 5. – TREND

Q. 6. Et pourriez-vous me dire si dans les six mois qui viennent, vous envisagez dépenser plus, moins ou autant pour ... ?

	LIRE	PLUS	MOINS	AUTANT	NSP
1	le logement	1	2	3	4 (102)
2	l'habillement	1	2	3	4 (103)
3	l'alimentation	1	2	3	4 (104)
4	la santé	1	2	3	4 (105)
5	les transports	1	2	3	4 (106)
6	les loisirs	1	2	3	4 (107)

EB58.1. – NOUVEAU

Q. 7. a) Avez-vous déjà vu ce symbole ? (MONTRER LE DRAPEAU EUROPEEN)

Oui 1 (108) PASSER EN Q. 7.b.
 Non 2 PASSER EN Q. 8.
 NSP..... 3 PASSER EN Q. 8.

EB58.1. – NOUVEAU

SI "OUI", CODE 1 EN Q. 7. a.

b) Pouvez-vous me dire ce qu'il représente ? (NE PAS LIRE - SPONTANE PRECODE)

Oui, l'Europe, l'Union européenne, la Communauté, le Marché commun,
 le Conseil de l'Europe, etc. 1 (109)
 Oui, autre chose 2
 Non 3
 NSP..... 4

EB58.1. – NOUVEAU

Q. 8. Ce symbole est le drapeau européen. Voici une liste de propositions concernant le drapeau européen. J'aimerais connaître votre opinion sur chacune d'elles. Pour chaque proposition, pourriez-vous me dire si vous êtes plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord ?

	LIRE	PLUTOT D'ACCORD	PLUTOT PAS D'ACCORD	NSP
1	Ce drapeau est un bon symbole pour l'Europe (N)	1	2	3 (110)
2	Ce drapeau représente quelque chose de bien	1	2	3 (111)
3	Je m'identifie à ce drapeau (N)	1	2	3 (112)
4	Ce drapeau devrait se trouver sur tous les bâtiments publics de France à côté du drapeau national	1	2	3 (113)

EB37.0. – Q. 39. – TREND MODIFIE

Q. 9. En utilisant cette échelle, combien estimez-vous en savoir sur l'Union européenne, ses politiques, ses institutions ? (MONTRER CARTE AVEC ECHELLE) (114 – 115)

NE SAIT RIEN DU TOUT								EN SAIT BEAUCOUP		NSP
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11

EB57.1. - Q. 10. - TREND

Q. 10. Quand vous désirez obtenir des informations sur l'Union européenne, ses politiques et ses institutions, lesquelles des sources suivantes utilisez-vous ? Et encore ? (MONTRER CARTE – LIRE – PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES)

Réunions, meetings	1, (116 – 133)
Discussions avec la famille, les amis, les collègues	2,
Journaux quotidiens.....	3,
Autres journaux, magazines	4,
Télévision.....	5,
Radio	6,
Internet	7,
Livres, brochures, fiches d'information	8,
CD-Rom	9,
Panneaux d'information sur l'Union européenne dans les bibliothèques, mairies, gares, postes.....	10,
Bureaux d'information de l'Union européenne, Euro-info Centres, Euro-info points, Euro-bibliothèques, etc.....	11,
Bureaux d'information des administrations nationales ou locales.....	12,
Syndicats ou associations professionnelles	13,
Autres organisations (organisations de consommateurs, etc.).....	14,
Un membre du Parlement européen ou un membre de l'assemblée nationale ou du Sénat	15,
Autre (SPONTANE).....	16,
Ne cherche jamais ce type d'information, pas intéressé (SPONTANE).....	17, PASSER EN Q. 12.
NSP	18,

EB57. 1. – Q. 11. – TREND

NE PAS POSER A CEUX QUI ONT REPONDU "NE CHERCHE JAMAIS CE TYPE D'INFORMATION, PAS INTERESSE", CODE 17 EN Q. 10.

Q. 11. En général, sous quelle forme préféreriez-vous obtenir des informations concernant l'Union européenne ? Et ensuite ? (MONTRER CARTE – LIRE – PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES)

Un petit dépliant vous donnant juste un aperçu.....	1, (134 – 148)
Une brochure plus détaillée	2,
Un livre vous donnant une description complète.....	3,
Une cassette vidéo	4,
Sur Internet.....	5,
Un CD-Rom	6,
Un terminal d'ordinateur vous permettant de consulter des banques de données	7,
A la télévision	8,
A la radio	9,
Dans les journaux quotidiens	10,
Dans d'autres journaux, magazines.....	11,
Sur des panneaux d'affichage publicitaire	12,
Je ne souhaite pas recevoir d'information sur l'Union européenne (SPONTANE)..	13,
Sous aucune de ces formes (SPONTANE).....	14,
NSP.....	15,

EB57.1. - Q. 12. - TREND

A TOUS

Q. 12. D'une façon générale, pensez-vous que le fait pour la France de faire partie de l'Union européenne est ... ?

une bonne chose	1 (149)
une mauvaise chose	2
une chose ni bonne, ni mauvaise	3
NSP	4

EB57.1. - Q. 13. - TREND

Q. 13. Tout bien considéré, estimez-vous que la France a bénéficié ou non de son appartenance à l'Union européenne ?

Bénéficié	1 (150)
Pas bénéficié	2
NSP	3

EB57.1 – Q. 14. – TREND

Q. 14. En général, l'Union européenne évoque-t-elle pour vous une image très positive, assez positive, neutre, assez négative ou très négative ?

Très positive.....	1 (151)
Assez positive.....	2
Neutre	3
Assez négative	4
Très négative.....	5
NSP.....	6

EB57.1. – Q. 15. – TREND

Q. 15. Pensez-vous que l'appartenance de la France à l'Union européenne vous a personnellement apporté ... ? (MONTRER CARTE – LIRE – UNE SEULE REPONSE)

beaucoup plus d'avantages.....	1 (152)
plus d'avantages.....	2
autant d'avantages que de désavantages.....	3
plus de désavantages.....	4
beaucoup plus de désavantages.....	5
NSP.....	6

EB57.1. – Q. 16. – TREND

Q. 16. Au cours des derniers mois, plusieurs pays membres de l'Union européenne ont dû faire face à de graves inondations. Diriez-vous que pour ces pays, le fait d'appartenir à l'Union européenne est un avantage, un désavantage ou ni l'un ni l'autre, pour les aider à se remettre de ces catastrophes ?

Un avantage	1 (153)
Un désavantage	2
Ni l'un ni l'autre	3
NSP.....	4

EB58.1. – NOUVEAU

- Q. 17. a) A votre avis, quelle est la vitesse actuelle de la construction européenne ? Veuillez regarder ces personnages (MONTRER CARTE AVEC ECHELLE). Le N°1 ne bouge pas, le N° 7 court aussi vite que possible. Choisissez celui qui correspond le mieux à votre opinion sur la vitesse actuelle de la construction européenne.
- b) Et quel est le personnage qui correspond le mieux à la vitesse de construction européenne que vous souhaiteriez ? (MONTRER MEME CARTE)

LIRE		Q. 17. a.	Q. 17. b.
		VITESSE ACTUELLE (154)	VITESSE SOUHAITEE (155)
1	Ne bouge pas	1	1
2		2	2
3		3	3
4		4	4
5		5	5
6		6	6
7	Court aussi vite que possible	7	7
8	NSP	8	8

EB56.2 - Q. 20 & 21 - TREND

- Q. 18. a) A votre avis, dans cinq ans, l'Union européenne jouera-t-elle un rôle plus important, moins important ou le même rôle dans votre vie quotidienne ?
- b) Et souhaiteriez-vous que dans cinq ans, l'Union européenne joue un rôle plus important, moins important ou le même rôle dans votre vie quotidienne ?

LIRE		PLUS IMPORTANT	MOINS IMPORTANT	LE MEME ROLE	NSP
a)	Attentes	1	2	3	4 (156)
b)	Souhait	1	2	3	4 (157)

EB56.2 - Q. 22 & 23 - TREND

Q. 19. Avez-vous déjà entendu parler ... ?

	LIRE	OUI	NON	NSP
1	du Parlement européen	1	2	3 (158)
2	de la Commission européenne	1	2	3 (159)
3	du Conseil des Ministres de l'Union européenne	1	2	3 (160)
4	de la Cour de Justice de l'Union européenne	1	2	3 (161)
5	du Médiateur européen / l'Ombudsman	1	2	3 (162)
6	de la Banque centrale européenne	1	2	3 (163)
7	de la Cour des Comptes européenne	1	2	3 (164)
8	du Comité des Régions de l'Union européenne	1	2	3 (165)
9	du Comité Economique et Social de l'Union européenne	1	2	3 (166)
10	de la Convention sur l'avenir de l'Union européenne	1	2	3 (167)

EB 57.1 – Q. 19. – TREND

Q. 20. Et pour chacune des institutions européennes suivantes, pensez-vous qu'elle joue un rôle important ou pas dans la vie de l'Union européenne ?

	LIRE	IMPORTANT	PAS IMPORTANT	NSP
1	Le Parlement européen	1	2	3 (168)
2	La Commission européenne	1	2	3 (169)
3	Le Conseil des Ministres de l'Union européenne	1	2	3 (170)
4	La Cour de Justice de l'Union européenne	1	2	3 (171)
5	Le Médiateur européen / l'Ombudsman	1	2	3 (172)
6	La Banque centrale européenne	1	2	3 (173)
7	La Cour des Comptes européenne	1	2	3 (174)
8	Le Comité des Régions de l'Union européenne	1	2	3 (175)
9	Le Comité Economique et Social de l'Union européenne	1	2	3 (176)
10	La Convention sur l'avenir de l'Union européenne	1	2	3 (177)

EB 57.1 – Q. 20. – TREND

Q. 21. Et pour chacune d'entre elles, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle ?

	LIRE	PLUTOT CONFIANCE	PLUTOT PAS CONFIANCE	NSP
1	Le Parlement européen	1	2	3 (178)
2	La Commission européenne	1	2	3 (179)
3	Le Conseil des Ministres de l'Union européenne	1	2	3 (180)
4	La Cour de Justice de l'Union européenne	1	2	3 (181)
5	Le Médiateur européen / l'Ombudsman	1	2	3 (182)
6	La Banque centrale européenne	1	2	3 (183)
7	La Cour des Comptes européenne	1	2	3 (184)
8	Le Comité des Régions de l'Union européenne	1	2	3 (185)
9	Le Comité Economique et Social de l'Union européenne	1	2	3 (186)
10	La Convention sur l'avenir de l'Union européenne	1	2	3 (187)

EB 57.1 – Q. 21. – TREND

Q. 22. a) Dans l'ensemble, êtes-vous très satisfait(e), plutôt satisfait(e), plutôt pas satisfait(e) ou pas du tout satisfait(e) du fonctionnement de la démocratie en France ?
(MONTRER CARTE AVEC ECHELLE)

b) Et du fonctionnement de la démocratie dans l'Union européenne ?
(MONTRER MEME CARTE)

	LIRE	TRES SATISFAIT(E)	PLUTOT SATISFAIT(E)	PLUTOT PAS SATISFAIT(E)	PAS DU TOUT SATISFAIT(E)	NSP
a)	en France	1	2	3	4	5 (188)
b)	dans l'Union européenne	1	2	3	4	5 (189)

EB56.2 - Q. 9 & 10 – TREND

A TOUS

- Q. 25. a) Pour chacun des domaines suivants, pensez-vous que les décisions devraient être prises par le gouvernement Français ou qu'elles devraient être prises en commun au sein de l'Union européenne ?

	LIRE - ROTATION	GOUVERNEMENT FRANCAIS	EN COMMUN DANS L'UNION EUROPEENNE	NSP
1	La défense	1	2	3 (192)
2	La protection de l'environnement	1	2	3 (193)
3	La monnaie	1	2	3 (194)
4	L'aide humanitaire	1	2	3 (195)
5	La santé et la sécurité sociale	1	2	3 (196)
6	Les règles de base en matière de radio, de télévision et de presse	1	2	3 (197)
7	La lutte contre la pauvreté / l'exclusion sociale	1	2	3 (198)
8	La lutte contre le chômage	1	2	3 (199)
9	L'agriculture et la politique de pêche	1	2	3 (200)
10	L'aide aux régions qui ont des difficultés économiques	1	2	3 (201)
11	L'enseignement	1	2	3 (202)
12	La recherche scientifique et technologique	1	2	3 (203)
13	L'information sur l'Union européenne, ses politiques et ses institutions	1	2	3 (204)
14	La politique étrangère à l'égard des pays extérieurs à l'Union européenne	1	2	3 (205)
15	La politique culturelle	1	2	3 (206)

EB57.1. – Q. 24. a. – TREND

Q. 25. b) Et pour chacun des domaines suivants ?

	LIRE - ROTATION	GOUVERNEMENT FRANÇAIS	EN COMMUN DANS L'UNION EUROPEENNE	NSP
1	La politique d'immigration	1	2	3 (207)
2	Les règles en matière d'asile politique	1	2	3 (208)
3	La lutte contre le crime organisé	1	2	3 (209)
4	La police	1	2	3 (210)
5	La justice	1	2	3 (211)
6	L'accueil des réfugiés	1	2	3 (212)
7	La prévention de la délinquance juvénile	1	2	3 (213)
8	La prévention de la délinquance urbaine	1	2	3 (214)
9	La lutte contre la drogue	1	2	3 (215)
10	La lutte contre le trafic et l'exploitation d'êtres humains	1	2	3 (216)
11	La lutte contre le terrorisme international	1	2	3 (217)
12	S'attaquer aux défis posés par le vieillissement de la population	1	2	3 (218)

EB57.1. – Q. 24. b. – TREND

Q. 26. Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ? Veuillez me dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre ?

	LIRE - ROTATION	POUR	CONTRE	NSP
1	Une union monétaire européenne avec une seule monnaie, l'euro	1	2	3 (219)
2	Une politique étrangère commune vis-à-vis des autres pays	1	2	3 (220)
3	Une politique de sécurité et de défense commune des pays membres de l'Union européenne	1	2	3 (221)
4	L'élargissement de l'Union européenne à de nouveaux pays	1	2	3 (222)
5	Le fait que l'Union européenne soit responsable des affaires qui ne peuvent pas être efficacement réglées par les gouvernements nationaux, régionaux et locaux	1	2	3 (223)
6	La démission du président de la Commission européenne et des Commissaires européens s'ils n'ont pas la confiance d'une majorité du Parlement européen	1	2	3 (224)
7	Apprendre aux enfants, à l'école, la façon dont les institutions de l'Union européenne fonctionnent	1	2	3 (225)

EB57.1. – Q. 25. – TREND

Q. 27. Je vais maintenant vous citer un certain nombre d'actions que pourrait poursuivre l'Union européenne. Pour chacune d'elles, pourriez-vous me dire si, à votre avis, elle doit être une priorité ou pas ?

	LIRE	PRIORITE	PAS PRIORITE	NSP
1	Accueillir de nouveaux pays membres	1	2	3 (226)
2	Etre plus proche des citoyens européens, par exemple en les informant davantage sur l'Union européenne, ses politiques et ses institutions	1	2	3 (227)
3	Réussir la mise en place de la monnaie unique européenne, l'euro	1	2	3 (228)
4	Lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale	1	2	3 (229)
5	Protéger l'environnement	1	2	3 (230)
6	Garantir la qualité des produits alimentaires	1	2	3 (231)
7	Protéger les consommateurs et garantir la qualité des autres produits	1	2	3 (232)
8	Lutter contre le chômage	1	2	3 (233)
9	Réformer les institutions de l'Union européenne et leur fonctionnement	1	2	3 (234)
10	Lutter contre le crime organisé et le trafic de drogue	1	2	3 (235)
11	Affirmer l'importance politique et diplomatique de l'Union européenne dans le monde	1	2	3 (236)
12	Préserver la paix et la sécurité en Europe	1	2	3 (237)
13	Garantir les droits de l'individu et le respect des principes démocratiques en Europe	1	2	3 (238)
14	Lutter contre le terrorisme	1	2	3 (239)
15	Lutter contre l'immigration clandestine (N)	1	2	3 (240)

EB57.1. – Q. 26. – TREND MODIFIE

Q. 28. Pour chacun des domaines suivants, pourriez-vous me dire si vous pensez que l'action de l'Union européenne est ou serait très efficace, assez efficace, pas très efficace ou pas du tout efficace ? (MONTRER CARTE AVEC ECHELLE)

	LIRE	TRES EFFICACE	ASSEZ EFFICACE	PAS TRES EFFICACE	PAS DU TOUT EFFICACE	NSP
1	Accueillir de nouveaux pays membres	1	2	3	4	5 (241)
2	Etre plus proche des citoyens européens, par exemple en les informant davantage sur l'Union européenne, ses politiques et ses institutions	1	2	3	4	5 (242)
3	Réussir la mise en place de la monnaie unique européenne, l'euro	1	2	3	4	5 (243)
4	Lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale	1	2	3	4	5 (244)
5	Protéger l'environnement	1	2	3	4	5 (245)
6	Garantir la qualité des produits alimentaires	1	2	3	4	5 (246)
7	Protéger les consommateurs et garantir la qualité des autres produits	1	2	3	4	5 (247)
8	Lutter contre le chômage	1	2	3	4	5 (248)
9	Réformer les institutions de l'Union européenne et leur fonctionnement	1	2	3	4	5 (249)
10	Lutter contre le crime organisé et le trafic de drogue	1	2	3	4	5 (250)
11	Affirmer l'importance politique et diplomatique de l'Union européenne dans le monde	1	2	3	4	5 (251)
12	Préserver la paix et la sécurité en Europe	1	2	3	4	5 (252)
13	Garantir les droits de l'individu et le respect des principes démocratiques en Europe	1	2	3	4	5 (253)
14	Lutter contre le terrorisme (N)	1	2	3	4	5 (254)
15	Lutter contre l'immigration clandestine	1	2	3	4	5 (255)

EB56.3. – Q. 50. – TREND MODIFIE

Q. 29. Voici une liste de choses que certaines personnes disent craindre. Pour chacune d'entre elles, pouvez-vous me dire si, personnellement, vous la craignez ou non ?

	LIRE	CRAINT	NE CRAINT PAS	NSP
1	Une guerre mondiale	1	2	3 (256)
2	Un conflit nucléaire en Europe	1	2	3 (257)
3	Une guerre conventionnelle en Europe (ni nucléaire, ni bactériologique, ni chimique)	1	2	3 (258)
4	Un lancement accidentel d'un missile nucléaire	1	2	3 (259)
5	Un accident dans une centrale nucléaire	1	2	3 (260)
6	La prolifération des armes nucléaires, bactériologiques ou chimiques de destruction massive	1	2	3 (261)
7	Des conflits ethniques en Europe	1	2	3 (262)
8	Le terrorisme international (M)	1	2	3 (263)
9	Le crime organisé	1	2	3 (264)
10	Les épidémies	1	2	3 (265)

EB57.1. – Q. 7. – TREND MODIFIE

Q. 30. Selon vous, les décisions concernant la politique européenne de défense devraient-elles être prises par les gouvernements nationaux, l'OTAN ou l'Union européenne ? (UNE SEULE REponse)

Les gouvernements nationaux	1 (266)
L'OTAN	2
L'Union européenne.....	3
Autre (SPONTANE).....	4
NSP	5

EB56.2. – Q. 33. – TREND

- Q. 31. Les gens peuvent se sentir attachés à des degrés divers à leur ville ou village, à leur région, à leur pays ou à l'Union européenne. Veuillez me dire de quelle manière vous vous sentez attaché ...
- a) à votre ville / village ? (MONTRER CARTE AVEC ECHELLE)
- b) à votre région ? (MONTRER MEME CARTE)
- c) à la France ? (MONTRER MEME CARTE)
- d) à l'Union européenne ? (MONTRER MEME CARTE)

	LIRE	TRES ATTACHE	ASSEZ ATTACHE	PAS TRES ATTACHE	PAS DU TOUT ATTACHE	NSP
a	votre ville / village	1	2	3	4	5 (267)
b	votre région	1	2	3	4	5 (268)
c	La France	1	2	3	4	5 (269)
d	l'Union européenne	1	2	3	4	5 (270)

EB56.3. – Q. 47. – TREND

- Q. 32. Dans un avenir proche, vous voyez-vous ...? (MONTRER CARTE – LIRE – UNE SEULE REPONSE)

Français uniquement	1 (271)
Français et Européen(ne)	2
Européen(ne) et Français	3
Européen(ne) uniquement	4
NSP	5

EB57.1. – Q. 27. – TREND

NE PAS POSER EN DK, S ET UK

- Q. 33. Le 1er janvier 2002, l'euro a remplacé le Franc. Estimez-vous que c'est ... ? (MONTRER CARTE – LIRE – UNE SEULE REPONSE)

une très bonne chose	1 (272)
plutôt une bonne chose	2
une chose ni bonne ni mauvaise.....	3
plutôt une mauvaise chose.....	4
une très mauvaise chose.....	5
NSP	6

EB57.1. - Q. 32. - TREND

A TOUS

Q. 35. A propos de l'utilisation de l'euro, vous sentez-vous ... ? (MONTRER CARTE – LIRE – UNE SEULE REPONSE)

très à l'aise	1 (274)
plutôt à l'aise	2
plutôt pas à l'aise	3
pas du tout à l'aise	4
NSP.....	5

EB57.1. - Q. 34. - TREND

NE PAS POSER Q. 36 A Q. 38 EN DK, S ET UK

Q. 36. **Avez-vous le sentiment que lors de leur conversion en euros, les prix ont été généralement arrondis vers les bas, arrondis vers le haut ou n'ont pas été arrondis ?** (SI GENERALEMENT ARRONDIS VERS LE BAS) **Dans tous les secteurs ou seulement dans certains secteurs ?** (SI GENERALEMENT ARRONDIS VERS LE HAUT) **Dans tous les secteurs ou seulement dans certains secteurs ?** (UNE SEULE REPONSE)

Les prix n'ont généralement pas été arrondis.....	1 (275)
Les prix ont généralement été arrondis vers le bas dans tous les secteurs.....	2
Les prix ont généralement été arrondis vers le haut dans tous les secteurs	3
Les prix ont généralement été arrondis vers le bas dans certains secteurs	4
Les prix ont généralement été arrondis vers le haut dans certains secteurs.....	5
NSP.....	6

EB57.1. – Q. 64a. – TREND

Q. 37. Personnellement, vous sentez-vous très attaché(e), assez attaché(e), pas très attaché(e) ou pas du tout attaché(e) à la monnaie unique européenne, l'euro ? (UNE SEULE REPONSE)

- Très attaché(e) 1 (276)
- Assez attaché(e) 2
- Pas très attaché(e) 3
- Pas du tout attaché(e) 4
- NSP..... 5

EB57.1. - Q. 72. - TREND

Q. 38. Personnellement, vous sentez-vous encore très attaché (e), assez attaché(e), pas très attaché(e) ou pas du tout attaché(e) au Franc ? (UNE SEULE REPONSE)

- Très attaché(e) 1 (277)
- Assez attaché(e) 2
- Pas très attaché(e) 3
- Pas du tout attaché(e) 4
- NSP..... 5

EB57.1. - Q. 73. - TREND

A TOUS

Parlons maintenant d'un autre sujet : l'élargissement de l'Union européenne.

Q. 39. Laquelle de ces trois options préférez-vous pour l'avenir immédiat de l'Union européenne ?
(MONTRER CARTE – LIRE – UNE SEULE REPONSE)

L'Union européenne devrait s'élargir à tous les pays qui souhaitent en faire partie.....	1 (278)
L'Union européenne devrait s'élargir seulement à certains des pays qui souhaitent en faire partie.....	2
L'Union européenne ne devrait s'élargir à aucun pays supplémentaire.....	3
Aucune de celles-ci (SPONTANE).....	4
NSP.....	5

EB57.1. - Q. 35. - TREND

Q. 40. Dans quelle mesure vous sentez-vous impliqué(e) dans le débat politique sur l'élargissement ?
(MONTRER CARTE – LIRE – UNE SEULE REPONSE)

Tout à fait impliqué(e).....	1 (279)
Assez impliqué(e).....	2
Assez peu impliqué(e).....	3
Pas du tout impliqué(e).....	4
NSP.....	5

EB56.3. - Q. 37. - TREND

Q. 41. Pour chacun des pays suivants, seriez-vous favorable ou défavorable à ce qu'à l'avenir il fasse partie de l'Union européenne ?

	LIRE - ROTATION	EN FAVEUR	CONTRE	NSP
1	République tchèque	1	2	3 (280)
2	Slovaquie	1	2	3 (281)
3	Pologne	1	2	3 (282)
4	Hongrie	1	2	3 (283)
5	Roumanie	1	2	3 (284)
6	Slovénie	1	2	3 (285)
7	Estonie	1	2	3 (286)
8	Lettonie	1	2	3 (287)
9	Lituanie	1	2	3 (288)
10	Bulgarie	1	2	3 (289)
11	Chypre	1	2	3 (290)
12	Malte	1	2	3 (291)
13	Turquie	1	2	3 (292)

EB57.1. - Q. 36. a. - TREND

Q. 42. Et pour chacun des pays suivants, seriez-vous favorable ou défavorable à ce qu'à l'avenir il fasse partie de l'Union européenne ?

	LIRE - ROTATION	EN FAVEUR	CONTRE	NSP
1	Suisse	1	2	3 (293)
2	Norvège	1	2	3 (294)
3	Bosnie-Herzégovine	1	2	3 (295)
4	Croatie	1	2	3 (296)
5	Ancienne République yougoslave de Macédoine	1	2	3 (297)
6	Yougoslavie (République fédérale)	1	2	3 (298)
7	Islande	1	2	3 (299)
8	Albanie	1	2	3 (300)

EB57.1. - Q. 36. b. - TREND

Q. 43. En pensant à l'élargissement de l'Union européenne à de nouveaux pays d'Europe, êtes-vous plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec chacune des propositions suivantes ?

	LIRE - ROTATION	PLUTOT D'ACCORD	PLUTOT PAS D'ACCORD	NSP
1	Plus l'Union européenne aura de pays membres, plus la paix et la sécurité en Europe seront garanties	1	2	3 (301)
2	L'élargissement ne coûtera pas plus cher aux pays déjà membres comme la France	1	2	3 (302)
3	Après l'élargissement à de nouveaux pays, la France aura moins d'importance en Europe	1	2	3 (303)
4	Plus il y aura de pays membres, plus il y aura de chômage en France	1	2	3 (304)
5	L'Union européenne devrait aider financièrement les futurs Etats membres même avant leur adhésion	1	2	3 (305)
6	Quand d'autres pays l'auront rejointe, la France recevra moins d'aides financières de l'Union européenne	1	2	3 (306)
7	Avec plus de pays membres, il sera beaucoup plus difficile de prendre des décisions à l'échelle européenne	1	2	3 (307)
8	Plus l'Union européenne aura de pays membres, plus elle sera importante dans le monde	1	2	3 (308)
9	Avec plus de pays membres, l'Europe sera plus riche sur le plan culturel	1	2	3 (309)
10	Il faut que l'Union européenne réforme le fonctionnement de ses institutions avant d'accueillir de nouveaux membres	1	2	3 (310)

EB57.1. - Q. 38. - TREND

Q. 44. Dans quelle mesure vous sentez-vous bien informé(e) à propos de l'élargissement, c'est-à-dire de l'entrée de nouveaux pays dans l'Union européenne ? Vous sentez-vous ... ?
(MONTRER CARTE – LIRE – UNE SEULE REPONSE)

très bien informé(e)..... 1(311)
 bien informé(e)..... 2
 pas très bien informé(e)..... 3
 pas du tout bien informé(e) 4
 NSP..... 5

EB57.1. – Q. 39. – TREND

Q. 45. Avez-vous récemment lu, vu ou été informé(e) à propos de l'élargissement ? **(SI OUI)** De quelles sources ? **SI NON, CODER 17** (MONTRER CARTE – LIRE – PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES)

Réunions, meetings	1, (312 – 329)
Discussions avec la famille, les amis, les collègues	2,
Journaux quotidiens.....	3,
Autres journaux, magazines	4,
Télévision.....	5,
Radio	6,
Internet	7,
Livres, brochures, fiches d'information	8,
CD-Rom	9,
Panneaux d'information sur l'Union européenne dans les bibliothèques, mairies, gares, postes.....	10,
Bureaux d'information de l'Union européenne, Euro-info Centres, Euro-info points, Euro-bibliothèques, etc.....	11,
Bureaux d'information des administrations nationales ou locales.....	12,
Syndicats ou associations professionnelles	13,
Autres organisations (organisations de consommateurs, etc.)	14,
Un membre du Parlement européen ou un membre de l'assemblée nationale ou du Sénat	15,
Autre (SPONTANE).....	16,
Ne cherche jamais ce type d'information, pas intéressé (SPONTANE).....	17,
NSP	18,

EB56.2. – Q. 48. – TREND

Q. 46. Pour chacune de ces catégories en France, pouvez-vous me dire si vous pensez que l'élargissement sera un bénéfice, une perte ou ni l'un ni l'autre ?

	LIRE	BENEFICE	PERTE	NI L'UN NI L'AUTRE	NSP
1	Les petites entreprises	1	2	3	4 (330)
2	Les grandes entreprises	1	2	3	4 (331)
3	Les agriculteurs	1	2	3	4 (332)
4	Les pêcheurs	1	2	3	4 (333)
5	Les travailleurs salariés en général	1	2	3	4 (334)
6	Les sans-emploi	1	2	3	4 (335)
7	Les jeunes	1	2	3	4 (336)
8	Les personnes âgées	1	2	3	4 (337)
9	Les minorités ethniques	1	2	3	4 (338)
10	Les personnes habitant dans les grandes villes	1	2	3	4 (339)
11	Les personnes habitant à la campagne	1	2	3	4 (340)

EB58.1. – NOUVEAU

Q. 47. Depuis la chute du mur de Berlin en 1989, pensez-vous que les pays d'Europe centrale et orientale ... ?

	LIRE	OUI	NON	CELA DEPEND (SPONTANE)	NSP
1	sont devenus plus démocratiques	1	2	3	4 (341)
2	ont fait de gros efforts pour prévenir la corruption	1	2	3	4 (342)
3	sont devenus plus riches	1	2	3	4 (343)
4	ont amélioré leur environnement	1	2	3	4 (344)

EB58.1. – NOUVEAU

Q. 48. A vos yeux, les Etats-Unis jouent-ils plutôt un rôle positif, plutôt un rôle négatif ou ni l'un ni l'autre en ce qui concerne ... ? (MONTRER CARTE)

	LIRE	POSITIF	NEGATIF	NI L'UN NI L'AUTRE	NSP
1	la paix dans le monde	1	2	3	4 (345)
2	la lutte contre le terrorisme	1	2	3	4 (346)
3	la croissance de l'économie mondiale	1	2	3	4 (347)
4	la lutte contre la pauvreté dans le monde	1	2	3	4 (348)
5	la protection de l'environnement	1	2	3	4 (349)

EB58.1. – NOUVEAU

Q. 49. Pensez-vous que l'Union européenne doit avoir ou pas une Constitution ?

Oui..... 1 (350)
 Non..... 2
 NSP..... 3

EB57.1. – Q. 40. – TREND

Q. 50. Laquelle des propositions suivantes se rapproche le plus de votre opinion ? Le président de la Commission européenne devrait être ... (LIRE – UNE SEULE REPONSE)

nommé par les chefs d'Etats ou des gouvernements de l'Union européenne..... 1 (351)
 élu par la majorité du Parlement européen..... 2
 élu directement par les citoyens de l'Union européenne..... 3
 Autres (SPONTANE)..... 4
 NSP..... 5

EB57.1. – Q. 41. – TREND

Q. 51. Dans l'Union européenne, pour les décisions les plus importantes ou les plus sensibles, chaque Etat membre dispose d'un droit de veto. Autrement dit, tout pays peut bloquer une telle décision, même si les autres pays la soutiennent. Ce droit de veto devrait ... (MONTRER CARTE – LIRE – UNE SEULE REPONSE)

être conservé pour préserver les intérêts nationaux..... 1 (352)
 être abandonné pour rendre l'Union européenne plus efficace..... 2
 NSP..... 3

EB57.1. – Q. 42. – TREND

Q. 52. Terminons cette partie avec un petit quizz. Pour chacune des affirmations suivantes, pourriez-vous me dire si elle vous semble vraie ou fausse ?

	LIRE	VRAI	FAUX	NSP
1	L'Union européenne est composée de 12 Etats membres	1	2	3 (353)
2	La Communauté européenne a été créée juste après la première guerre mondiale	1	2	3 (354)
3	L'Union européenne a son propre hymne	1	2	3 (355)
4	Chaque année, il y a une journée de l'Europe commune à tous les Etats membres de l'Union européenne	1	2	3 (356)
5	Les députés européens sont élus par les citoyens comme vous et moi	1	2	3 (357)

EB58.1. – NOUVEAU

Passons maintenant au dernier sujet : Les services financiers.

- Q. 53. Quelles sont vos 3 principales priorités financières ? (MONTRER CARTE – MAX. 3 REPONSES)
- Payer les factures..... 1, (358 – 367)
- Epargner pour ma retraite..... 2,
- Rembourser mes dettes 3,
- Acheter un logement 4,
- Donner / léguer de l'argent à mes enfants / petits-enfants 5,
- Protéger ma famille dans le cas où je serais malade / incapable de travailler 6,
- Avoir quelques économies en cas d'urgence 7,
- Vivre aussi bien que possible avec mes revenus actuels 8,
- Autre (SPONTANE)..... 9,
- NSP..... 10,

EB58.1. – NOUVEAU

- Q. 54. Je trouve que penser à mes finances et aux services financiers est ... (MONTRER CARTE – PLUSIEURS REPONSES POSSIBLE)
- agréable 1, (368 – 376)
- intéressant..... 2,
- réconfortant..... 3,
- inquiétant 4,
- compliqué..... 5,
- ennuyeux..... 6,
- déprimant..... 7,
- Aucun de ceux-ci (SPONTANE)..... 8,
- NSP..... 9,

EB58.1. – NOUVEAU

- Q. 55. Disposez-vous d'un compte courant, c'est – à – dire d'un compte avec une carte de paiement ou un carnet de chèque associé à ce compte dans / auprès ...?

	LIRE	OUI	NON	NSP
1	d'une banque	1	2	3 (377)
2	d'une caisse	1	2	3 (378)
3		1	2	3 (379)
4	de la Poste	1	2	3 (380)

EB56.0. – Q. 26. – TREND MODIFIE

Q. 56. Disposez-vous d'un compte de dépôt rémunéré sans carte ni carnet de chèque associé à ce compte, dans / auprès ... ?

	LIRE	OUI	NON	NSP
1	d'une banque	1	2	3 (381)
2	d'une caisse d'épargne	1	2	3 (382)
3		1	2	3 (383)
4	de la Poste	1	2	3 (384)

EB56.0. – Q. 25.a. – TREND MODIFIE

Q. 57. Disposez-vous ... ?

	LIRE	OUI	NON	NSP
1	d'un carnet de chèque	1	2	3 (385)
2	d'une carte de crédit (VISA, EUROCARD / MASTERCARD, AMERICAN EXPRESS, DINERS)	1	2	3 (386)
3	d'un autre type de carte bancaire (NOM APPROPRIE DANS CHAQUE PAYS – EXEMPLE : (B) BANCONTACT, (DK) DANKORT, (AUT) BANKOMAT, ETC.) (M)	1	2	3 (387)
4	d'une police d'assurance-vie (N)	1	2	3 (388)
5	d'un plan de retraite privé (N)	1	2	3 (389)
6	d'actions (N)	1	2	3 (390)
7	d'un placement collectif (UK : unit trust, OEIC, F+B : SICAV, NOM APPROPRIE DANS CHAQUE PAYS (N)	1	2	3 (391)
8	de bons d'Etat / d'obligations	1	2	3 (392)
9	d'un prêt hypothécaire / crédit immobilier (N)	1	2	3 (393)
10	d'un prêt ou d'un financement d'une durée supérieure à douze mois pour l'achat d'une voiture	1	2	3 (394)
11	d'un prêt ou d'un financement d'une durée supérieure à douze mois pour un achat (autre qu'un logement ou une voiture) (N)	1	2	3 (395)
12	une autorisation de découvert sur un compte courant	1	2	3 (396)

EB56.0. – Q. 27. & Q. 28. b. – TREND MODIFIE

Q. 58. Avez-vous déjà utilisé le téléphone ou un ordinateur (INTERNET, MINITEL) pour... ?

	LIRE	OUI	NON	NSP
1	Payer quelque chose comme des livres, une réservation d'hôtel ou de voyage, etc.	1	2	3 (397)
2	Effectuer des opérations à partir de votre compte bancaire	1	2	3 (398)
3	D'autres services financiers	1	2	3 (399)

EB58.1. – NOUVEAU

SI "NON", CODE 2 A LA Q.58.1., SINON PASSER EN Q. 60. a.

Q. 59. Pourquoi n'avez-vous jamais payé un livre, une réservation d'hôtel ou de voyage en utilisant un téléphone ou un ordinateur ? (MONTRER CARTE – LIRE – UNE SEULE REPONSE)

- Je n'ai pas de carte de paiement..... 1 (400)
- Je n'en ai pas eu l'occasion..... 2
- Je trouve cela trop dangereux 3
- Je ne trouve pas ce moyen intéressant 4
- Autre (SPONTANE)..... 5
- NSP..... 6

EB56.0. – Q. 23. – TREND MODIFIE

A TOUS

- Q. 60. a) Pour chacun des services suivants, pouvez-vous me dire si vous vous l'êtes déjà procuré auprès d'une entreprise située dans un autre pays de l'Union européenne ? (MONTRER CARTE - LIRE)
- b) Et pour chacun de ces services, pourriez-vous envisager de vous le procurer auprès d'une entreprise située dans un autre pays de l'Union européenne au cours des 5 prochaines années ? (MONTRER CARTE – LIRE)

LIRE		Q. 60.a.			Q. 60.b.		
		OUI	NON	NSP	OUI	NON	NSP
1	Compte bancaire	1	2	3 (401)	1	2	3 (410)
2	Carte de crédit	1	2	3 (402)	1	2	3 (411)
3	Un plan de retraite privé	1	2	3 (403)	1	2	3 (412)
4	Une assurance voiture	1	2	3 (404)	1	2	3 (413)
5	Une assurance-vie	1	2	3 (405)	1	2	3 (414)
6	Un prêt hypothécaire / un crédit immobilier	1	2	3 (406)	1	2	3 (415)
7	Des actions	1	2	3 (407)	1	2	3 (416)
8	Un placement collectif (N)	1	2	3 (408)	1	2	3 (417)
9	Autre	1	2	3 (409)	1	2	3 (418)

EB58.1. – NOUVEAU

- c) D'après vous, y a-t-il des obstacles empêchant les consommateurs d'avoir recours aux services financiers n'importe où dans l'Union européenne ?

(SI OUI) Lesquels ? (MONTRER CARTE – LIRE – PLUSIEURS REPONSES POSSIBLE)

- Non, aucun obstacle 1, (419 – 428)
- Oui, manque d'informations 2,
- Oui, mauvaises informations 3,
- Oui, trop risqué 4
- Oui, nécessité de disposer de sommes importantes à investir / à placer 5,
- Oui, difficultés dues à la distance 6,
- Oui, mauvaise protection légale en cas de problème 7,
- Oui, problèmes dus à la langue 8,
- Autre (SPONTANE)..... 9,
- NSP..... 10,

EB56.0. – Q. 19. – TREND

- Q. 61. a) Parmi les modes de paiement suivants, lequel préférez-vous utiliser pour effectuer le paiement d'un achat important en France ? Par achat important, j'entends une dépense d'au moins 655 Francs (100 euros). (MONTRER CARTE – UNE SEULE REPONSE)
- b) Et lequel préférez-vous utiliser pour régler des achats importants que vous auriez effectués dans un autre pays membre de l'Union européenne ? (MONTRER MEME CARTE – UNE SEULE REPONSE)

	LIRE	EN (NOTRE PAYS) (429)	DANS UN AUTRE PAYS MEMBRE (430)
1	Cash / paiement en liquide	1	1
2	Porte-monnaie électronique	2	2
3	Chèque	3	3
4	Carte de crédit (TELLE QUE : EUROCARD/MASTERCARD, VISA, AMERICAN EXPRESS OU DINERS) ou de débit	4	4
5	Transfert bancaire ou postal (N)	5	5
6	Autre forme de paiement (SPONTANE)	6	6
7	Jamais acheté quoi que ce soit dans un autre pays membre (SPONTANE)		7
8	NSP	7	8

EB56.0. – Q. 20. a. & b.– TREND MODIFIE

- Q. 62. **SI CODES 1, 2, 3, 4, 5 OU 6 A LA Q.61.a.**

a) Pourquoi préférez-vous utiliser ce moyen de paiement en France ? (MONTRER CARTE – PLUSIEURS REPONSES POSSIBLE)

SI CODES 1, 2, 3, 4, 5 OU 6 A LA Q.61.b.

b) Pourquoi préférez-vous utiliser ce moyen de paiement dans un autre pays membre de l'Union européenne ? (MONTRER MEME CARTE – PLUSIEURS REPONSES POSSIBLE)

	LIRE	EN (NOTRE PAYS) (431 - 438)	DANS UN AUTRE PAYS MEMBRE (439 – 446)
1	Pour son coût avantageux	1,	1,
2	Pour la facilité	2,	2,
3	Pour éviter les risques de litige	3,	3,
4	Pour éviter les risques de perte ou de vol	4,	4,
5	Pour éviter les agressions	5,	5,
6	Pour des raisons de sécurité par exemple parce qu'il y a un code confidentiel	6,	6,
7	Autre (SPONTANE)	7,	7,
8	NSP	8,	8

EB56. 0. – Q. 21. a. & b. – TREND

A TOUS

Q. 63. Un porte-monnaie électronique est une carte que l'on crédite avec de l'argent venant de son propre compte. Elle peut être utilisée pour des paiements, en particulier pour des petits achats comme un journal ou un pain dans les commerces qui acceptent son usage. Ce système a l'avantage d'être rapide et facile et ne nécessite pas l'utilisation d'un code confidentiel mais si vous perdez la carte, vous perdez en même temps, l'argent qui est stocké dessus. Avez-vous déjà utilisé ou seriez-vous prêt(e) à utiliser une telle carte prépayée ou un porte-monnaie électronique ?

Oui..... 1 (447)

Non..... 2

N'existe pas (SPONTANE) 3

NSP 4

EB56.0. – Q. 24. – TREND MODIFIE

Q. 64. Pour chacune des affirmations suivantes, pensez-vous qu'il est très facile, plutôt facile, plutôt difficile ou très difficile de ... ?

	LIRE	TRES FACILE	PLUTOT FACILE	PLUTOT DIFFICILE	TRES DIFFICILE	NSP
1	comparer entre les banques les caractéristiques et les frais d'un compte bancaire	1	2	3	4	5 (448)
2	obtenir gain de cause lors d'un différend avec une banque	1	2	3	4	5 (449)
3	savoir au préalable combien va coûter un emprunt	1	2	3	4	5 (450)
4	comprendre les informations des institutions financières sur la façon dont fonctionne leur prêt hypothécaire / crédit immobilier et les risques encourus	1	2	3	4	5 (451)
5	comparer les informations sur les différentes formules de prêt hypothécaire / crédit immobilier	1	2	3	4	5 (452)
6	obtenir gain de cause lors d'un différend avec une compagnie d'assurance	1	2	3	4	5 (453)
7	savoir à l'avance ce qui est couvert par vos polices d'assurance	1	2	3	4	5 (454)

EB58.1. – NOUVEAU

Q. 65. Pour chacune des affirmations suivantes, pouvez-vous me dire si vous êtes plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord ?

	LIRE	PLUTOT D'ACCORD	PLUTOT PAS D'ACCORD	NSP
1	Avoir un compte en banque revient cher (M)	1	2	3 (455)
2	Le crédit à la consommation est plus utile que dangereux	1	2	3 (456)
3	On peut emprunter tant qu'on veut, il n'y a jamais de véritable contrôle	1	2	3 (457)
4	Le problème du surendettement, c'est – à – dire quand le consommateur ne peut plus rembourser ce qu'il a emprunté n'existe pas en France	1	2	3 (458)
5	Les techniques de marketing des institutions financières sont agressives (N)	1	2	3 (459)
6	Les informations que je reçois des institutions financières sont claires et compréhensibles (N)	1	2	3 (460)
7	Mes droits en tant que consommateur de services financiers sont suffisamment protégés (N)	1	2	3 (461)
8	Il y a des moyens faciles de régler les différends avec les banques et les compagnies d'assurance (N)	1	2	3 (462)
9	La sécurité des transactions financières est généralement assurée (N)	1	2	3 (463)
10	Les informations confidentielles que je donne aux banques ou aux compagnies d'assurance sont protégées de manière adéquate (N)	1	2	3 (464)
11	J'ai confiance dans l'utilisation du téléphone pour mes opérations bancaires (N)	1	2	3 (465)
12	J'ai confiance dans l'utilisation d'Internet pour mes opérations bancaires et mes paiements (N)	1	2	3 (466)
13	La sécurité des transactions sur Internet est généralement assurée (N)	1	2	3 (467)
14	Si j'utilise Internet pour mes transactions, il est plus difficile de régler les problèmes qui pourraient apparaître (N)	1	2	3 (468)

EB56.0 – Q. 14. – TREND MODIFIE

Q. 66. Chaque Etat membre possède ses propres normes de protection des consommateurs. Pensez-vous ou non que ces normes devraient être harmonisées au niveau de l'Union européenne ?

(SI OUI) Totalement ou partiellement ?

Non	1 (469)
Oui, totalement	2
Oui, partiellement	3
NSP	4

EB56.0. – Q. 16. – TREND

DEMOGRAPHIQUES

- D. 1. A propos de politique, les gens parlent de "droite" et de "gauche".
 Vous-même, voudriez-vous situer votre position sur cette échelle ? (MONTRER CARTE
 – NE RIEN SUGGERER. LA PERSONNE DOIT SE SITUER DANS UNE CASE, SI ELLE HESITE,
 INSISTER)

GAUCHE							DROITE		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10

Refus..... 11
 (470 – 471)
 NSP..... 12

EB58.0 – D.1. – DEMO TREND

PAS DE QUESTIONS D.2. A D.6.

- D. 7. Pouvez-vous m'indiquer la lettre qui correspond le mieux à votre situation actuelle ?
 (MONTRER CARTE – LIRE – UNE SEULE REPONSE)

Marié..... 1 (472 – 473)
 Remarié..... 2
 Célibataire qui vit actuellement en couple 3
 Célibataire n'ayant jamais vécu en couple 4
 Célibataire ayant déjà vécu en couple dans le passé mais actuellement seul 5
 Divorcé..... 6
 Séparé..... 7
 Veuf/Veuve 8
 Autre (SPONTANE)..... 9
 Refus (SPONTANE)..... 10

EB58.0 – D.7. – DEMO TREND

- D. 8. A quel âge avez-vous arrêté vos études à temps complet ? (SI ETUDIE ENCORE :
 CODIFIER 00)

--	--

 (474 – 475)

EB58.0 – D.8. – DEMO TREND

PAS DE QUESTION D.9.

- D. 10. Sexe du répondant.

Homme..... 1 (476)
 Femme..... 2

EB58.0 – D.11. – DEMO TREND

D. 11. Quel est votre âge ?

<input type="text"/>	<input type="text"/>
----------------------	----------------------

 (477 – 478)

EB58.0 – D.11. – DEMO TREND

PAS DE QUESTIONS D.12. A D.14.

D. 15. a) Quelle est votre profession actuelle ?

SI PAS D'ACTIVITE ACTUELLE – CODES 1 A 4 EN D. 15. a.

b) Exerciez-vous une activité professionnelle rémunérée auparavant ? Laquelle en dernier lieu ?

	D. 15. a. PROFESSION ACTUELLE (479 – 480)	D. 15. b. PROFESSION PRECEDEnte (481 – 482)
INACTIFS	1	
En charge des achats courants et des tâches ménagères ou sans aucune activité professionnelle		
Etudiants		
Au chômage / temporairement sans emploi		
A la retraite ou en congé de maladie prolongé	4	
INDEPENDANTS	5	1
Agriculteur exploitant		
Pêcheur	6	2
Profession libérale (avocat, médecin, expert comptable, architecte, etc.)	7	3
Commerçant ou propriétaire d'un magasin, artisan ou autre travailleur indépendant	8	4
Industriel, propriétaire (en tout ou en partie) d'une entreprise	9	5
SALARIES	10	6
Profession libérale salariée (docteur, avocat, comptable, architecte, etc.)		
Cadre supérieur / dirigeant (PDG/DG, Directeur, etc.)	11	7
Cadre moyen	12	8
Employé travaillant la plupart du temps dans un bureau	13	9
Employé ne travaillant pas dans un bureau mais voyageant (vendeur, chauffeur, représentant, etc.)	14	10
Employé ne travaillant pas dans un bureau mais ayant une fonction de service (hôpital, restaurant, police, pompiers, etc.)	15	11
Contremaître, agent de maîtrise	16	12
Ouvrier qualifié	17	13
Autre ouvrier (non qualifié), personnel de maison	18	14
N'A JAMAIS EXERCE D'ACTIVITE PROFESSIONNELLE REMUNEREE		15

EB58.0. – D.15. – DEMO TREND

PAS DE QUESTIONS D.16. A D.18.

D. 19. Etes-vous la personne qui apporte le revenu principal au foyer ? (LIRE)

- Oui..... 1 (483)
 Non..... 2
 Les deux de façon égale..... 3
 NSP..... 4

EB58.0 – D.19. – DEMO TREND

PAS DE QUESTION D.20.

SI CODE 2 EN D. 19.

D. 21. a) Quelle est la profession actuelle de la personne qui apporte le revenu principal du foyer ?

SI PAS D'ACTIVITE ACTUELLE – CODES 1 A 4 EN D.21.a

b) Exerçait-elle une activité professionnelle rémunérée auparavant ? Laquelle en dernier lieu ?

	D. 21. a.	D. 21. b.
	PROFESSION ACTUELLE (484 – 485)	PROFESSION PRECEDENTE (486 – 487)
INACTIFS	1	
En charge des achats courants et des tâches ménagères ou sans aucune activité professionnelle		
Etudiants		
Au chômage / temporairement sans emploi		
A la retraite ou en congé de maladie prolongé		
INDEPENDANTS	5	1
Agriculteur exploitant		
Pêcheur	6	2
Profession libérale (avocat, médecin, expert comptable, architecte, etc.)	7	3
Commerçant ou propriétaire d'un magasin, artisan ou autre travailleur indépendant	8	4
Industriel, propriétaire (en tout ou en partie) d'une entreprise	9	5
SALARIES	10	6
Profession libérale salariée (docteur, avocat, comptable, architecte, etc.)		
Cadre supérieur / dirigeant (PDG/DG, Directeur, etc.)	11	7
Cadre moyen	12	8
Employé travaillant la plupart du temps dans un bureau	13	9
Employé ne travaillant pas dans un bureau mais voyageant (vendeur, chauffeur, représentant, etc.)	14	10
Employé ne travaillant pas dans un bureau mais ayant une fonction de service (hôpital, restaurant, police, pompiers, etc.)	15	11
Contremaître, agent de maîtrise	16	12
Ouvrier qualifié	17	13
Autre ouvrier (non qualifié), personnel de maison	18	14
N'A JAMAIS EXERCE D'ACTIVITE PROFESSIONNELLE REMUNEREE		15

EB58.0 – D.21. a&b – DEMO TREND

PAS DE QUESTIONS D.22. A D.24.

D. 25.	Diriez-vous que vous vivez ... ? (LIRE)	
	dans une commune rurale	1 (488)
	dans une ville petite ou moyenne	2
	dans une grande ville	3
	NSP.....	4

EB58.0 – D.25. – DEMO TREND

PAS DE QUESTIONS D.26. A D.28.

D. 29.	Nous désirons en plus des informations sur les revenus des foyer pour analyser les résultats de cette étude selon les différents types. Voici une série de revenus mensuels (MONTRER CARTE). Veuillez compter l'ensemble des gains et salaires MENSUELS de tous les membres du foyer, toutes pensions ou allocations sociales ou familiales comprises, ainsi que tout autre revenu tel que les loyers. Bien sûr, votre réponse, comme toutes celles de cette interview sera traitée confidentiellement et toute référence à vous ou votre foyer sera impossible. Veuillez me donner la lettre correspondant aux revenus de votre foyer et ce, avant toutes taxes ou déductions.	
	B.....	1 (489 – 490)
	T.....	2
	P.....	3
	F.....	4
	E.....	5
	H.....	6
	L.....	7
	N.....	8
	R.....	9
	M.....	10
	S.....	11
	K.....	12
	Refus.....	13
	NSP.....	14

EB58.0 – D.29. – DEMO TREND

PROTOCOLE D'INTERVIEW

P. 1. – DATE DE L'INTERVIEW	JOUR (491 – 492)	MOIS (493 – 494)

P. 2. – HEURE DU DEBUT DE L'INTERVIEW	HEURE (495 – 496)	MINUTES (497 – 498)
DE 0 A 23 HEURE		

P. 3. – DUREE DE L'INTERVIEW EN MINUTES	MINUTES (499 – 501)

- P. 4. Nombre de personnes présentes pendant l'interview, l'enquêteur inclus.
- | | |
|---|---------|
| Deux (l'enquêteur et le répondant)..... | 1 (502) |
| Trois..... | 2 |
| Quatre..... | 3 |
| Cinq et plus..... | 4 |

- P. 5. Coopération du répondant
- | | |
|-----------------|---------|
| Excellente..... | 1 (503) |
| Bonne..... | 2 |
| Moyenne..... | 3 |
| Médiocre..... | 4 |

- P. 6. Catégorie d'habitat (CODES LOCAUX)

		(504 – 505)
--	--	-------------

- P. 7. Région (CODES LOCAUX)

		(506 – 507)
--	--	-------------

- P. 8. Code postal

								(508 – 515)
--	--	--	--	--	--	--	--	-------------

- P. 9. N° POINT DE CHUTE

								(516 – 523)
--	--	--	--	--	--	--	--	-------------

- P. 10. N° ENQUETEUR

								(524 – 531)
--	--	--	--	--	--	--	--	-------------

P. 11. FACTEUR DE PONDERATION

--	--	--	--	--	--	--	--	--

 (532 – 539)

P. 12. a) Téléphone fixe au foyer ?

Oui..... 1 (540)

Non..... 2

b) Téléphone mobile / GSM au foyer ?

Oui..... 1 (541)

Non..... 2

P. 13. Langue de l'interview (Luxembourg, Belgique, Finlande)

--

 (542)